



**HAL**  
open science

**Vers une transition ordinaire, [Version graphique].  
Retour sur les trois universités éphémères du  
programme Travail Autonome, Coopération, Innovations  
Sociales pour la Transition Écologique (TACITE)**

Gwendal Henry, Anne-Cécile Tertre Du, Emmanuelle Besançon, Catherine Bodet, Philippe Chemla, Nicolas Chochoy, Geneviève Fontaine, Noémie de Grenier, Thomas Lamarche, Jennifer Saniossian

► **To cite this version:**

Gwendal Henry, Anne-Cécile Tertre Du, Emmanuelle Besançon, Catherine Bodet, Philippe Chemla, et al.. Vers une transition ordinaire, [Version graphique]. Retour sur les trois universités éphémères du programme Travail Autonome, Coopération, Innovations Sociales pour la Transition Écologique (TACITE). 2021. hal-02570154v2

**HAL Id: hal-02570154**

**<https://hal.science/hal-02570154v2>**

Preprint submitted on 7 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



# VERS UNE TRANSITION ORDINAIRE

**Dans le cadre du programme Cit'In, expérimentations  
démocratiques pour la transition écologique**



# INTRODUCTION

Nous sommes partis du constat suivant : la **citoyenneté économique**, dans la réflexion sur la **transition écologique et solidaire**, est essentiellement abordée sous l'angle de la consommation responsable, alors que la réflexion sur les modes de travail, les formes d'entreprendre et de coopération et, plus largement, les modes d'organisation de la production est trop souvent manquante, aussi bien dans les initiatives que dans les recherches menées sur le sujet.

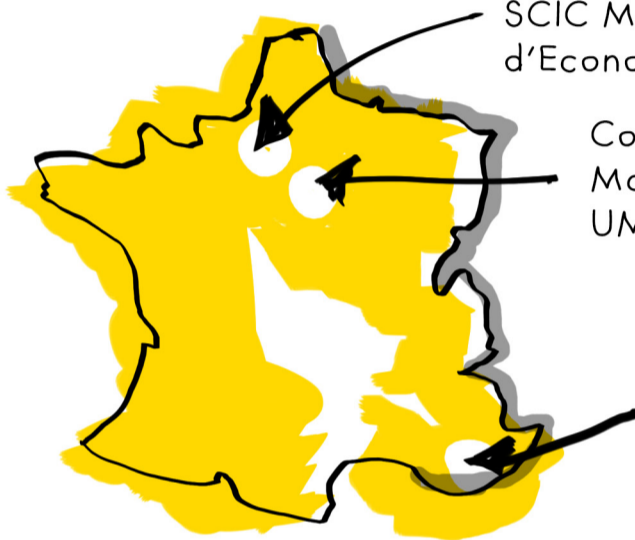
Sur cette base, un consortium d'acteurs et d'institutions de recherche en lien avec l'ESS, inscrits dans trois territoires (Beauvaisis, Pays de Grasse et Paris), ont formé le groupe **TACITE**: **Travail Autonome, Coopérations et Innovation Sociale pour la Transition Ecologique**.

Notre collectif est composé de structures coopératives qui rassemblent chacune une communauté hétérogène de membres (Coopérative d'activité et d'emploi et SCIC et leur écosystème d'appartenance) pour leur capacité supposée à poursuivre un intérêt collectif, voire des démarches de mutualisation (de moyens, de ressources, de réflexion etc.).

Maison de Ther ,  
Institut Godin,  
SCIC Maison  
d'Economie Solidaire

Coopaname,  
Manucoop,  
UMR LADYSS

UMR GREDEG,  
SCIC TETRIS



CAE?

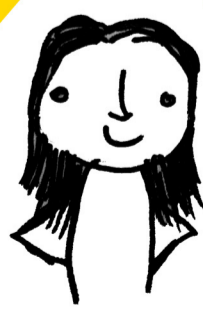


Cette communication s'inscrit dans le cadre du programme de recherche Cit'in, «Expérimentations démocratiques pour la transition écologique», porté par le groupement d'intérêt scientifique Démocratie et Participation.

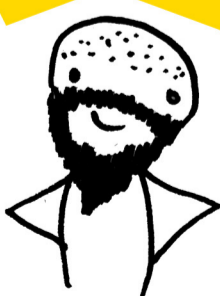
Et les trois Universités Ephémères qui nous ont réunis reflètent cette hétérogénéité. Ces formes coopératives engagent différentes catégories d'acteurs et supposent de penser les dispositifs, les dispositions et les routines organisationnelles qui structurent leurs actions. Or si le monde coopératif semble a priori, sur le plan des principes, en phase avec les enjeux écologiques, les formes organisées et les référentiels qu'elles mobilisent (indicateurs, dispositifs de gestion etc.) ne sont pas structurés pour penser écologique et économique **en même temps**. Cet état de fait montre d'ailleurs de quelle manière la coopérative est statutairement construite d'abord comme une entreprise. Les bricolages sont donc légion afin de permettre de nécessaires arbitrages ou orientations



CATHERINE  
BODET



EMMANUELLE  
BESANÇON



NICOLAS  
CHOCHOY



PHILIPPE  
CHEMLA



NOÉMIE  
DE GRENIER



THOMAS  
LAMARCHE



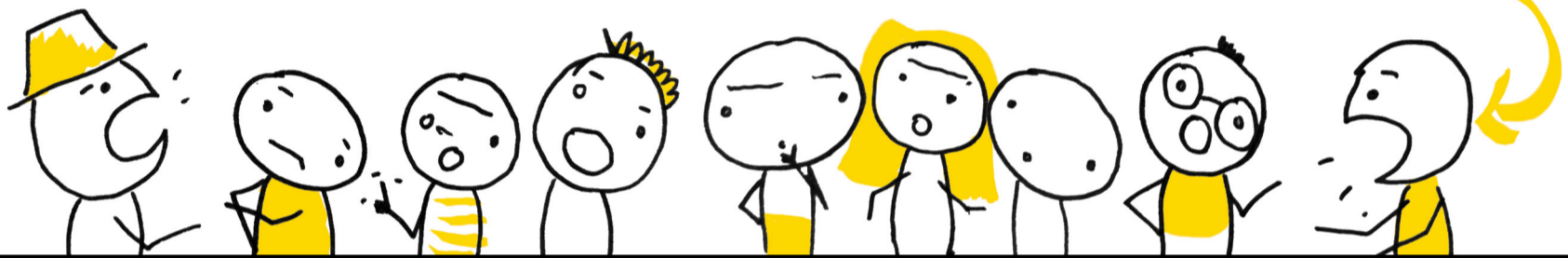
GENEVIÈVE  
FONTAINE



JENNIFER  
SANOSSIAN

Loin de vouloir traiter de ces questions uniquement sur un mode théorique et déconnecté des pratiques, nous avons choisi de partir de nos expériences, de nos recherches-actions et de nos démarches respectives. C'est donc une mise en réseau et une mise en commun cherchant à donner des clés sur le "comment" des formes d'organisation qui portent ou peuvent porter les transitions et des modalités de la mise au travail.

- LES EXPERTS -



## DANS CETTE PERSPECTIVE L'OBJECTIF DE NOTRE COMMUNICATION EST DOUBLE.

L'objectif est de présenter les enseignements que nous tirons de l'organisation de trois UE qui sont liées les unes aux autres tout en se déroulant sur trois territoires différents et sur une période d'un an et demi. Ceci nous permettra d'alimenter la réflexion sur les formes de recherche-action cherchant à croiser les problématiques coopératives et écologiques.

L'objectif est aussi de rendre compte des points communs et des analyses transversales résultants de ces trois démarches de recherches actions considérées chacune en tant qu'expérimentation. Ces points d'analyse portent tout autant sur le sens que les acteurs confèrent à la transition écologique que sur l'articulation entre cette dernière et les formes de travail et d'organisation, ainsi que sur les tensions identifiées.

De façon plus générale l'enjeu est celui de la mobilisation de personnes, de collectifs et d'organisations engagés dans les transitions écologiques et de l'implication de la recherche dans et pour l'action.

Au final nous présentons des premiers points de réflexion qui ressortent, notamment sur les démarches d'émancipation que visent à mettre en œuvre et à soutenir ces initiatives.

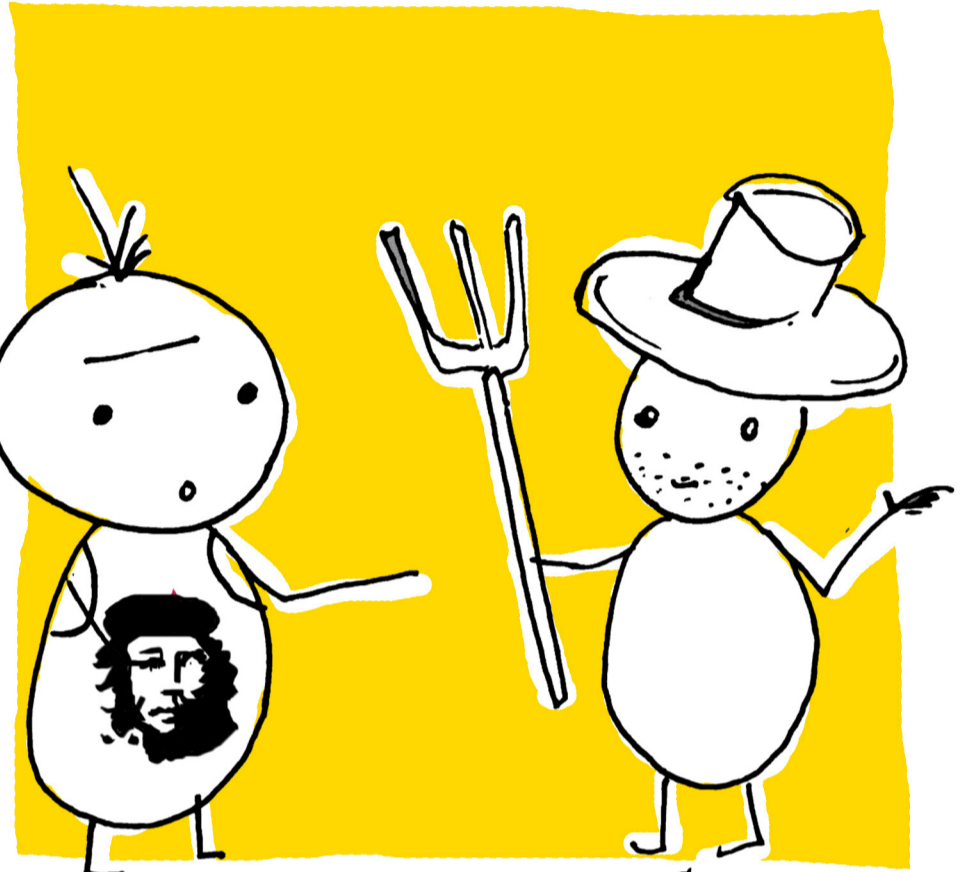
**POURQUOI PARLER DE  
"TRANSITION ORDINAIRE" ?**



# TRANSITION ORDINAIRE

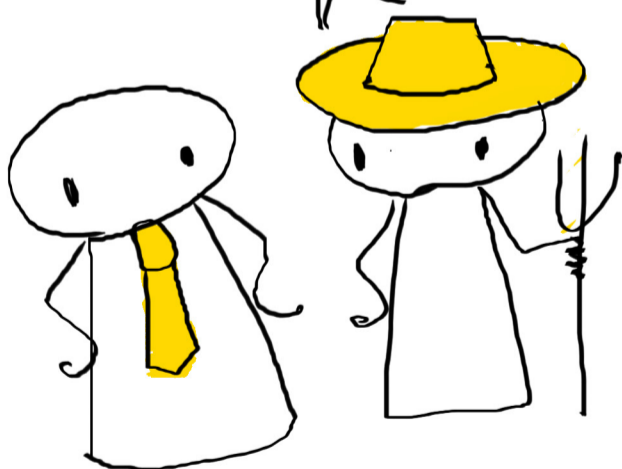
Nous avons choisi d'inscrire cette démarche dans une logique ordinaire, comme d'autres recherches, s'intéressent, notamment dans le champ de l'écologie, à la biodiversité ordinaire (c'est-à-dire ne focalisant pas tant sur le tigre du Bengale ou le panda géant, que sur les masses d'insectes de passereaux ou d'amphibiens tout aussi menacés), et plus largement s'intéressent dans de nombreux d'autres champs aux «formes ordinaires» et plus généralement à la vie ordinaire.

La dimension ordinaire de la transition est celle vécue par ces collectifs qui agissent et sont sans prétention à fonder un nouvel ordre, un nouveau programme politique, un nouveau régime économique, sans référence à un plan de transformation etc. qui sont loin des tribunes proposant de penser le monde de demain, mais sont engagés à faire à leur mesure.



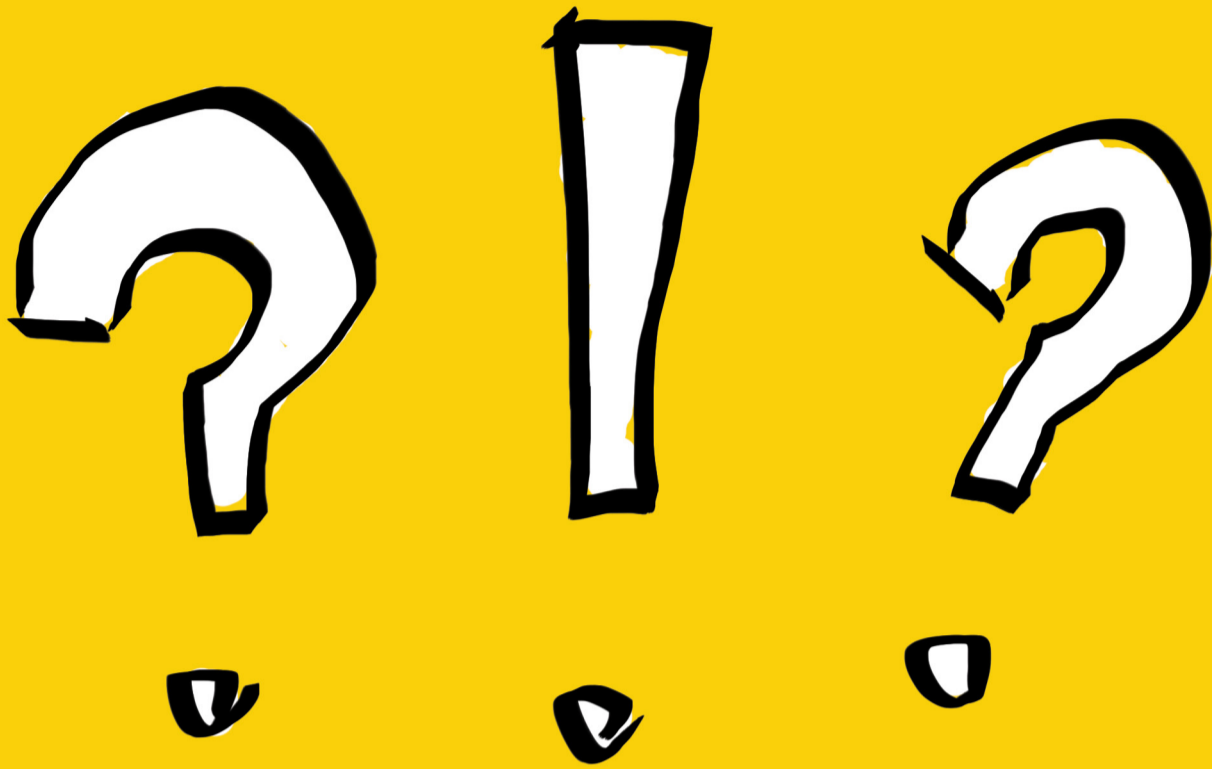
Loin de nous donc l'idée de proposer un programme ou des solutions toutes faites, il s'agit ici d'un retour d'expérience sur trois temps liés à des programmes associant recherche et action qui aboutissent sur quelques clés de lecture pour penser et agir des transitions par le bas, des voies ordinaires de transition.

Oui, on fait au quotidien.  
Tu m'étonnes qu'il y a  
beaucoup à faire

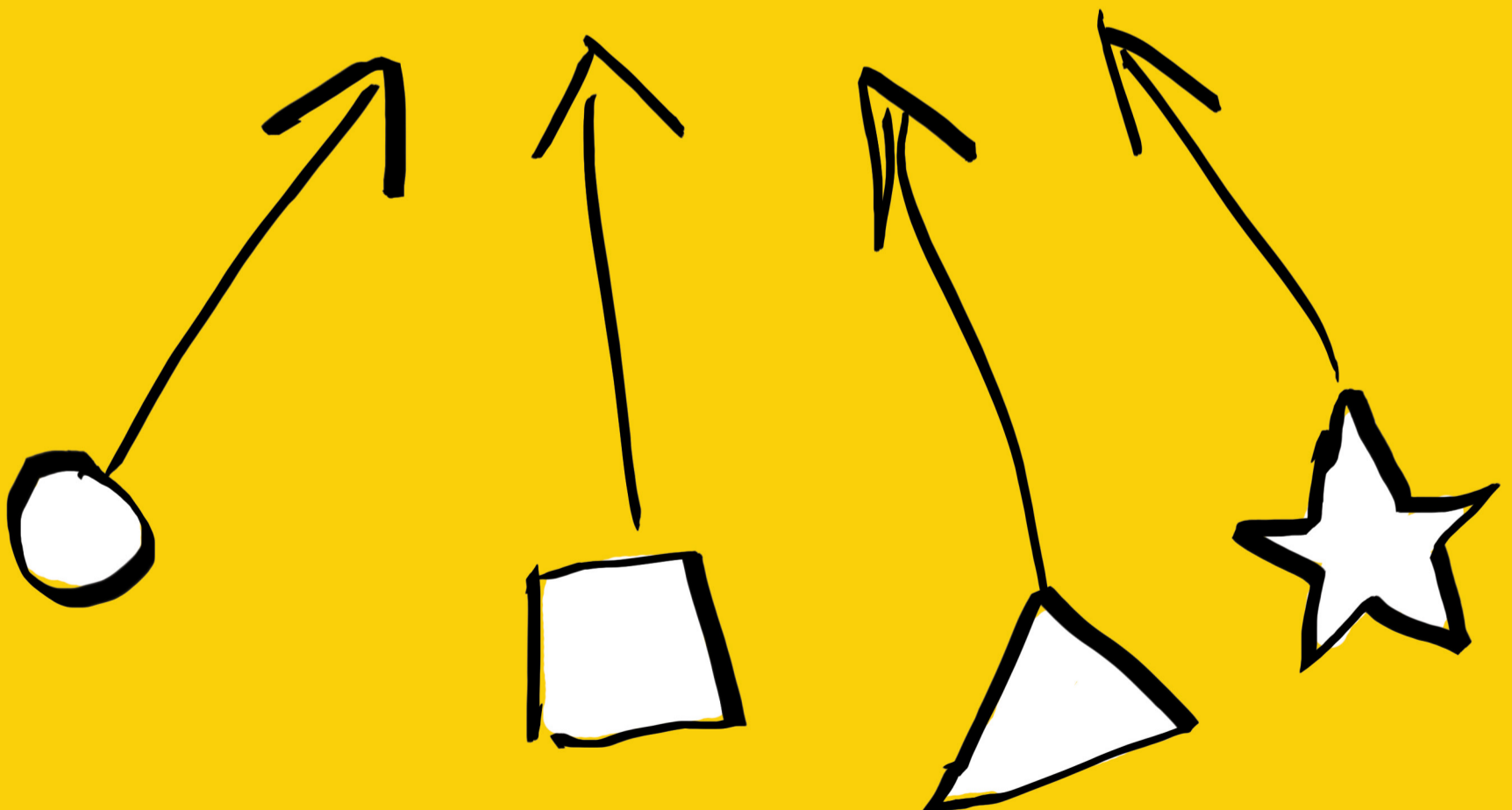


Soulignons que ces expérimentations sont ancrées dans des pratiques concrètes, ordinaires. On retrouve le terme ordinaire entre autre à propos de la biodiversité et de l'environnement, c'est le cas en esthétique environnementale, pour laquelle est ordinaire une esthétique, qui ne se contente pas dans du spectaculaire mais qui va dans le sens d'une prise en compte des multiples liens sensibles à l'environnement.





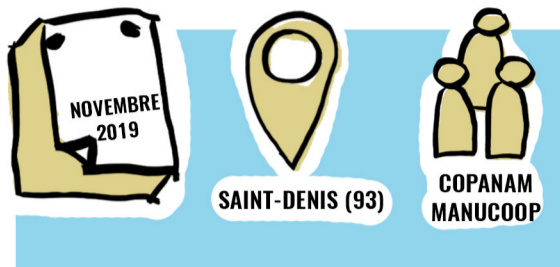
**LES UNIVERSITÉS  
ÉPHÉMÈRES**





# UNIVERSITÉ ÉPHÉMÈRE 1

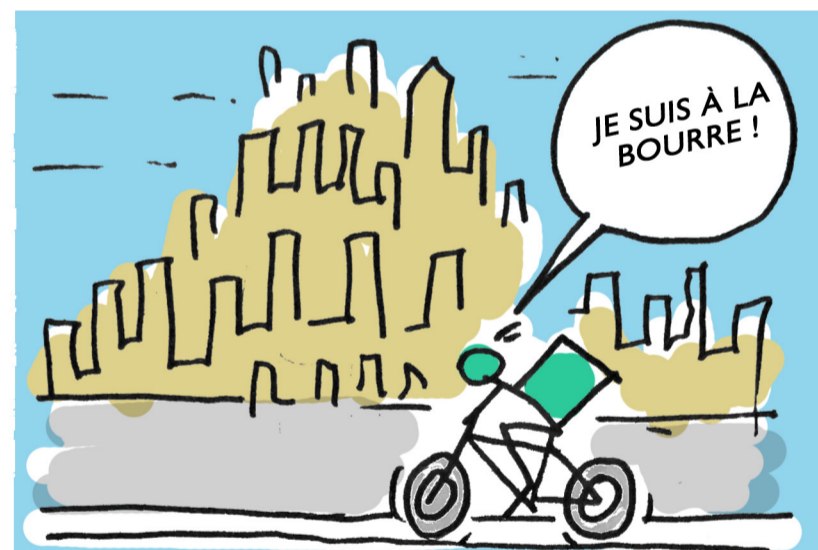
FORMES DU TRAVAIL ET CITOYENNETÉ ÉCONOMIQUE



Elle s'est donné comme objectif de poser un premier état des lieux sur les modèles économiques du travail autonome en lien à la transition écologique. Pour cela nous sommes partis des expériences menées au sein de plusieurs coopératives d'activités et d'emploi, et de travaux de recherches action déjà menés. Cette Université éphémère a mis au centre de ses préoccupations les tensions qui s'expriment dans la montée du travail indépendant.

## REVENONS SUR LES CONTENUS

De nouvelles formes de travail indépendant se développent depuis maintenant 30 ans, associant baisse des subordinations formelles et contrôle sur le travail instrumenté par le client-donneur d'ordre, la concurrence, voire les plateformes numériques.



RARE GLICHÉ D'UNE FORME ALIÉNANTE DE TRAVAIL VERS 2018..



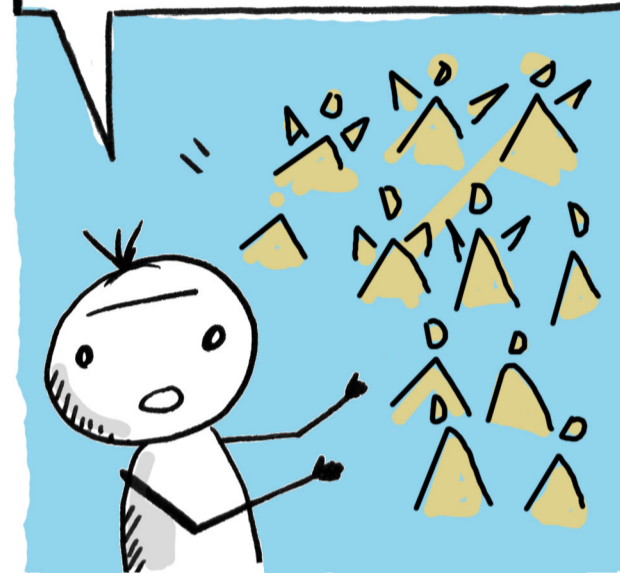
DÉFINITION DU TRAVAIL AUTONOME ET DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Reconnaissance du travail et des différentes contributions, notamment le travail invisible*

**Transition et responsabilité individuelle - modes d'organisation alternatifs Émancipation de l'individu - auto-subordination - écologie personnelle**



La démarche a consisté à saisir les questionnements des personnes présentes, puis de le regrouper en thématiques qui ont été poursuivies dans des ateliers. Ces ateliers ont ainsi été constitué autour des problématiques des personnes présentes à propos des thèmes introduits par les témoignages. C'est une démarche qui facilite des échanges réflexifs.



Ces transformations actuelles du travail bousculent la société salariale. Les CAE comme d'autres collectifs ou organisations travaillant à la marge du capitalisme proposent de travailler collectivement à faire face à la flexibilisation de l'emploi, à l'individualisation du travail, à la précarisation des personnes.



Les démarches engagées par les collectifs de travail et les CAE ont une dimension expérimentale, il s'agit pour les personnes engagées de penser des moyens de mutualiser les risques pour celles et ceux qui ne bénéficient pas des solidarités salariales qui ont été et demeurent centrales dans le contrat social de la société industrielle.



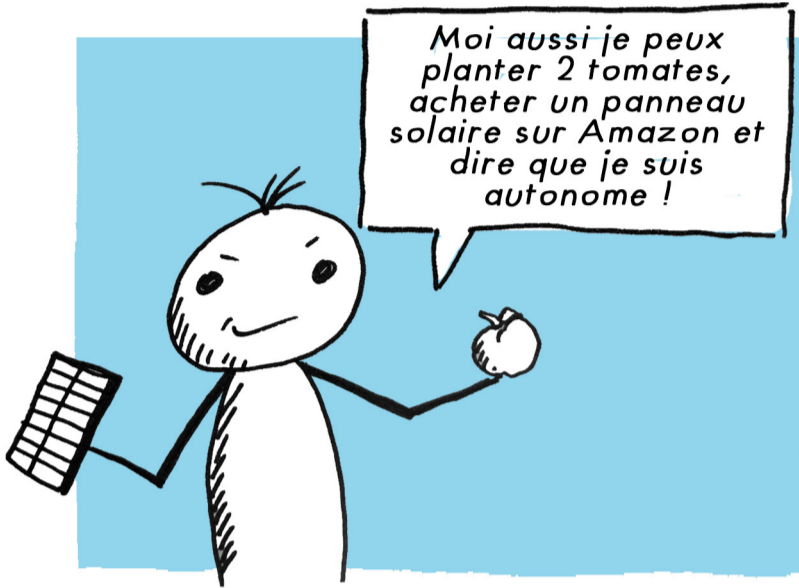
Toutes ces initiatives renvoient à des formes d'expérimentation en matière de production collective et se situent comme autant d'alternatives concrètes, qui visent à produire de nouveaux droits (droits à la délibération, droits sociaux) via de nouvelles pratiques et à produire de nouvelles organisations. Ces processus inventifs naissent dans les marges du capitalisme, notamment en résistance aux formes aliénantes du travail



Notre démarche menée dans cette UE attire l'attention sur la quête d'autonomie qui anime les personnes et les organisations. L'autonomie dans le champ de la transition écologique se traduit visiblement sur le plan de l'alimentation ou de l'énergie (ce que donnent à voir nombre d'initiatives qui prennent place dans le programme cit'in). L'autonomie est alors ancrée dans cette matérialité écologique, dans un désir de refonder un lien brisé à la nature, à ce qui nous environne et fait de nous une composante du monde vivant (du monde du vivant).

Cela pouvant être intellectualisé ou de l'ordre du vécu, d'un changement de la relation au monde (l'un n'excluant pas l'autre). Mais l'autonomie, c'est aussi la production par un groupe ou une coopérative, de ses propres règles et pratiques de travail, de répartition, etc.

S'intéresser à l'émancipation économique, ce qui est le sujet de cette UE, consiste à intégrer la nécessité de penser les conditions de la construction du revenu des personnes. Cette dimension économique de la reproduction peut donner lieu à un champ de réflexion sur la matérialité de l'accumulation et de la reproduction (au sens marxiste), et ouvrir nos esprits aux conditions qui permettent aux personnes de sortir la tête du guidon, de ne pas être totalement prises par les conditions matérielles de la construction du revenu. L'emprise de l'enjeu économique (ie. du revenu monétaire) renvoie aux difficultés vécues au quotidien dans les situations de travail sur projet ou de travail à la mission (ie obligation de toujours trouver un nouveau contrat pour maintenir le revenu).



Cette contrainte peut être partiellement desserrée par des formes de mutualisation (c'est là un des rôles clés de la coopérative). Soulignons, pour faire un lien à une problématique de l'ESS, que penser cette émancipation renvoie à la notion de subsistance ("Livelihood" au sens de Polanyi) et aux conditions qui assurent la subsistance des personnes.



Dans une société très intégrée, la subsistance est assurée essentiellement via les revenus monétaires. Mais questionner la subsistance permet de ne pas focaliser sur les seules activités économiques de production du revenu apparent, en intégrant souvent des revenus de sources multiples et, dans des tiers lieux notamment, en intégrant des ressources en nature (services troqués, produits agricoles échangés, etc).

Pour travailler sur ces pistes de réflexion sur le travail et le travail autonome, nous nous sommes basés sur les travaux et démarches engagés (Manufacture coopérative, 2014) dont les résultats ou réflexions ont servi de support à des ateliers dont l'objet est double:

- Pour les personnes qui entrent dans le processus il s'agit de s'appropriier les notions mobilisées ("travail autonome"/"travail indépendant"; "émancipation économique, politique et écologique" ...), d'en discuter, voire de les faire siennes dans le processus des 3 UE.

- Pour les personnes plus engagées dans ces recherches actions, il s'agit aussi de collecter des situations, de nourrir le propos, de faire évoluer, en particulier en intégrant la TE qui n'est pas un objet central pour ces coopératives dont l'objet est le travail autonome.



**SUBSISTANCE**  
nom féminin  
1.  
Fait de subsister, de pourvoir à ses besoins ; ce qui sert à assurer l'existence matérielle.  
Pourvoir à la subsistance de qqn.

La notion de « subsistance » met en perspective le construit social (et écologique) de production des ressources nécessaires à la vie humaine.

Il y a ainsi conjointement l'idée de poser un point de départ commun sur des situations de travail et d'emploi atypiques et l'idée de d'ouvrir le champ des travaux des coopératives de travail autonome à l'intégration d'enjeux écologiques qui ont été très souvent second, en surplomb, et de fait écrasés par le poids de l'enjeu économique de la construction de revenu décent. Intégrer les enjeux de la relation au monde vivant, écologique, environnemental autrement que comme un discours général est peut-être la question centrale.



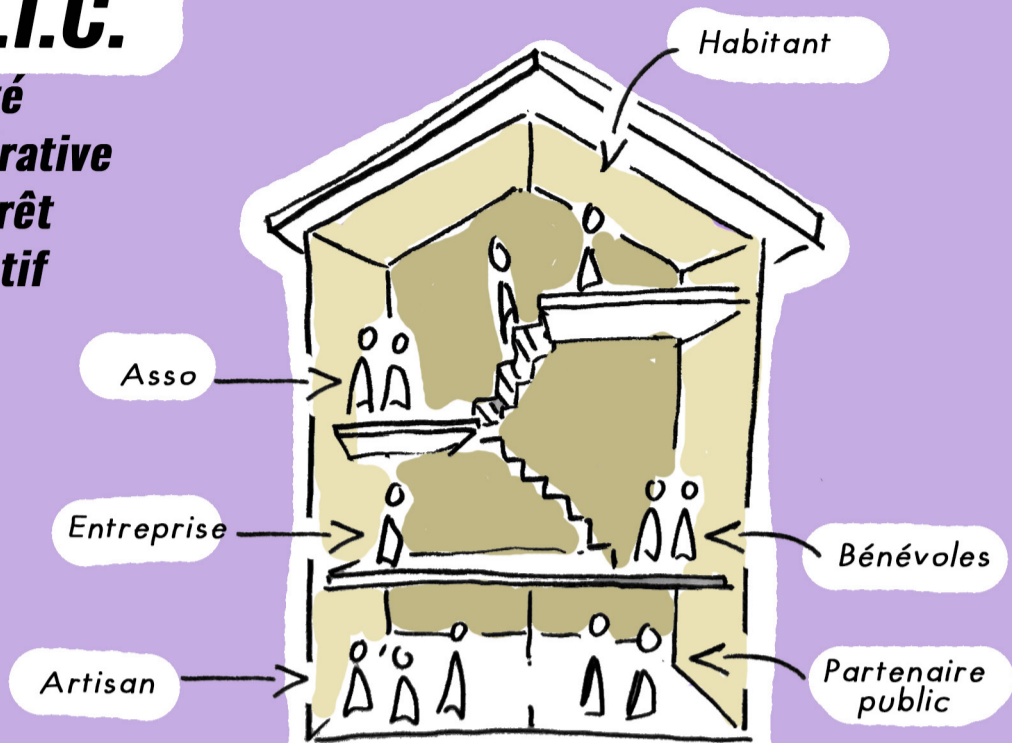
# UNIVERSITÉ ÉPHÉMÈRE 2

LES SCIC COMME VÉHICULE DES COOPÉRATIONS TERRITORIALES POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

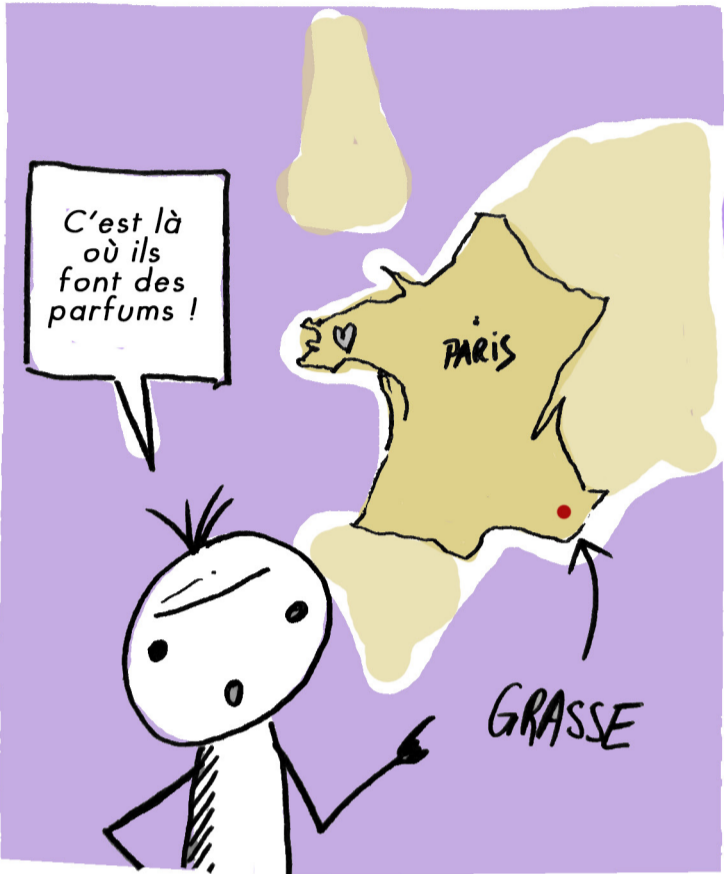


## S.C.I.C.

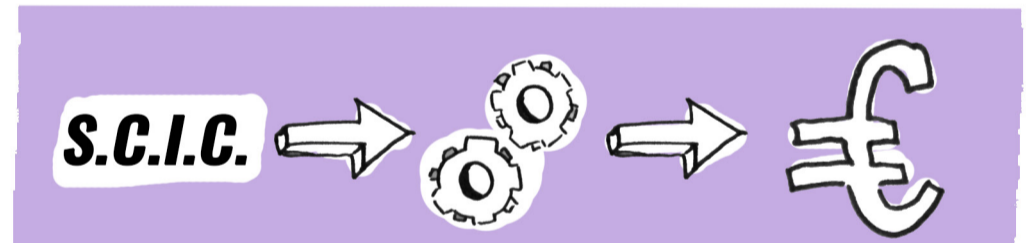
**société  
coopérative  
d'intérêt  
collectif**



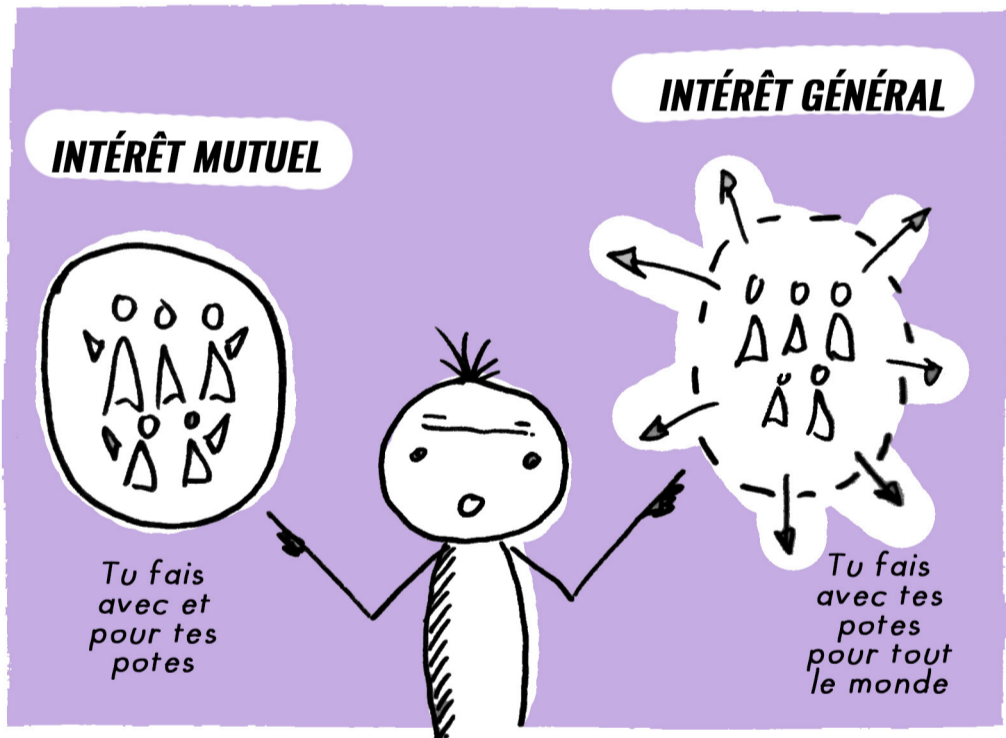
Les Scic, comme toutes les coopératives, peuvent être des espaces de débats démocratiques et d'expérimentations sur les formes de production et de travail. Mais la spécificité de leur statut, imposant le multi-sociétariat, leur permet aussi d'être des espaces publics de proximité, où le débat sur des questions dépassant la recherche de l'intérêt mutuel pour aller vers l'intérêt général est possible par la confrontation des points de vue et intérêts de plusieurs catégories de sociétaires (entreprises, associations, bénéficiaires, collectivités locales, habitants, etc.). Pour autant, cette possibilité offerte par le statut de Scic ne débouche pas systématiquement sur des expérimentations démocratiques vers la transition écologique.



En tant que sociétés commerciales, les SCIC sont en effet elles aussi concernées par la prédominance des questions économiques dans la représentation que l'on se fait de leur finalité et de leurs activités.



Leur production peut être effectivement tournée vers des biens et services environnementaux et/ou éco-conçus mais la question que nous souhaitons posée était celle des pratiques effectives de citoyenneté économique pour la transition écologique et solidaire au sein de ce type de coopérative.



L'enjeu de cette rencontre était donc, en associant divers publics, de confronter les pratiques et de discuter :

1. les conditions de possibilité d'espaces démocratiques (en termes de contexte institutionnel, de gouvernance, d'organisation du travail et de la production) afin que les Scic puissent s'engager dans la transition
2. l'autonomie effective dont peuvent disposer des organisations de l'ESS se donnant pour finalité la Transition Ecologique et Solidaire vis-à-vis du contexte institutionnel actuel en miroir des questionnements soulevés lors de la première UE sur le travail autonome.





S'en suivirent 3 jours de débats constructifs

Partant du constat établi à la suite de la première UE de la difficulté des participants à appréhender la transition écologique dans leurs réflexions sur le travail, il a été proposé aux participants de se mettre en posture d'enquête et de partir à la découverte de l'approche systémique et complexe de la transition écologique structurant les activités de la Scic Tetris et de ses partenaires au travers d'une lecture par le prisme des objectifs de développement durable de l'ONU.

Il a ensuite été demandé aux participants, lors de la deuxième demi-journée, de mobiliser cette connaissance pour générer des questionnements autour de trois thèmes : la citoyenneté économique pour la transition écologique, les dynamiques de coopérations territoriales et les formes d'organisation du travail orientées vers la transition écologique

MIEUX QU'À LILLE!

FOIS? CA A ETE LA  
E SOIR? Y'A UN  
J'AIME PAS LE  
INTOLERANT.

DE TOUTES MANIÈRES

EVRAI

DU Q

J'AI FAIS

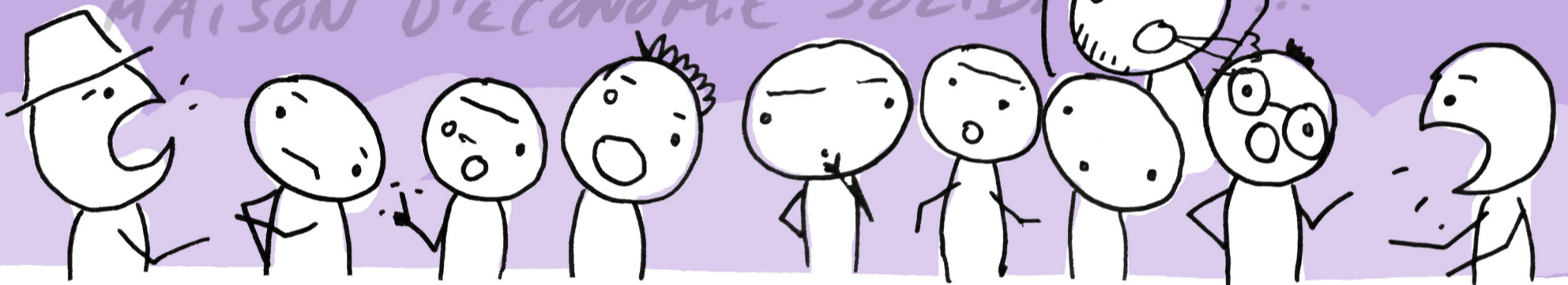
DANS MA

PLALE DE LA VIANNE

RECHERCHE-ACTION LA-DESSUS

MAISON D'ECONOMIE SOLIDAI

Tous les comptes rendus et prises de notes des débats sont ici, sur le wiki de l'UE !!



Ce sont finalement de très nombreux questionnements qui ont pu être formulés par la confrontation des expériences et des connaissances !



Une approche par les besoins plutôt que par la demande permettrait-elle de mieux penser les dynamiques de coopération territoriale en lien avec la transition ?

Existe-t-il des prérequis incontournables à la coopération pour la mise en œuvre de la transition écologique ?

L'urgence écologique actuelle est-elle défavorable à la coopération ?

Quelles doivent être les libertés individuelles et collectives dans le cadre du travail pour qu'une Scic contribue mieux à la transition ?

Comment concilier les temporalités ? Les tiers-lieux sont-ils un facteur favorisant les coopérations territoriales orientées vers la transition ?

L'organisation éphémère n'est-elle pas finalement plus efficace ?

Lors de cette deuxième UE, ce sont donc les formes d'intermédiations acteurs-chercheurs mis en œuvre par TETRIS et son éco-système partenarial (et en particulier le GREDEG) qui ont été mobilisés. En amont, dans la manière dont les activités de recherche ont alimenté la construction d'un cadre commun de présentation des activités de TETRIS qui a permis la participation d'un grand nombre d'acteurs à une rencontre acteurs-chercheurs pour laquelle ils ne se sentaient a priori pas forcément ni intéressés, ni légitimes. Puis au cours des différents temps de cette UE par la proposition de "portes d'entrées" et/ou de formats différents cherchant à faciliter tour-à-tour l'adoption par les participants d'une posture d'enquête, puis de questionnement, puis de débat ouvert et enfin de production de connaissances partagées.

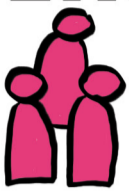
En questionnant la forme coopérative particulière de la SCIC, ce deuxième rendez-vous a exploré les marges instituantes orientées vers la TES que cette forme juridique permet tout en prolongeant les questionnements sur les liens individu/collectif et en ouvrant ceux sur les coopérations inter-organisations à l'échelle territoriale.



# UNIVERSITÉ ÉPHÉMÈRE 3

## LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES TERRITORIALES À L'ÉPREUVE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

CONSTATS  
APPORTS DE L'UE1 ET DE L'UE 2



INSTITUT GODIN  
COLLECTIF TACITE  
PTCE EMERGENCE  
BEAUVAISIS

Cette «insistance sur le faire» caractérise d'ailleurs les initiatives citoyennes «alternatives» se revendiquant initialement de la «transition».

La transition écologique et solidaire est un terme de plus en plus utilisé pour désigner la prise en compte d'enjeux environnementaux, généralement sous le prisme de la consommation. Une interprétation réductrice qui occulte d'autres enjeux (sociaux, démocratiques, etc.) mais également d'autres pans de l'activité humaine tels que la production ou encore le travail.

Dans cette perspective, la coopération à différentes échelles apparaît comme une pratique incontournable permettant notamment de :

- poser les enjeux tels qu'ils se déclinent localement selon les trajectoires territoriales,
- croiser les expertises, intérêts et aspirations,
- apporter des réponses concrètes et parfois structurelles.



JE FAIS,  
DONC J'EN SUIS !

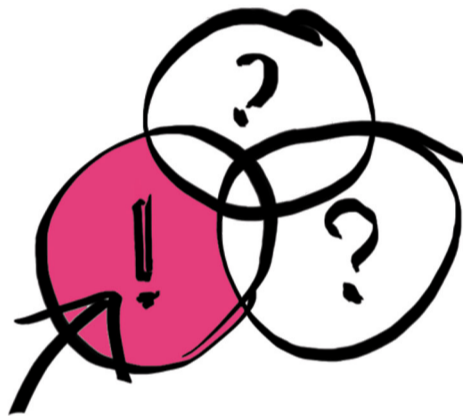


Celle-ci s'est ensuite institutionnalisée à partir de 2010, sous un prisme «environnementaliste». Cette orientation véhicule une vision de la transition comme facteur de «croissance verte», loin de l'idée contrastée de limites à la croissance.

Cependant, il apparaît souvent que les dynamiques de coopération territoriale se fondent sur des objectifs de développement économique, intégrant une logique environnementale dans les «produits de sortie», ce qui laisse à la transition écologique et solidaire une place secondaire et concourt par là-même aux constats soulevés précédemment.

Pour mettre ces interrogations en perspective, les participants étaient tout d'abord invités à un temps de découverte autour de sept dynamiques collectives territoriales présentes en région Hauts-de-France :

- deux tiers lieux (un rural, un urbain),
- quatre Pôles territoriaux de coopération économiques (sur l'alimentation, le développement local durable, les services à la personne et les éco-activités, l'économie de proximité),
- un espace multiservices «citoyen et solidaire».



ET DONC, VOUS ÉTIEZ OÙ  
AU MOMENT DE LA  
COOPÉRATION ?

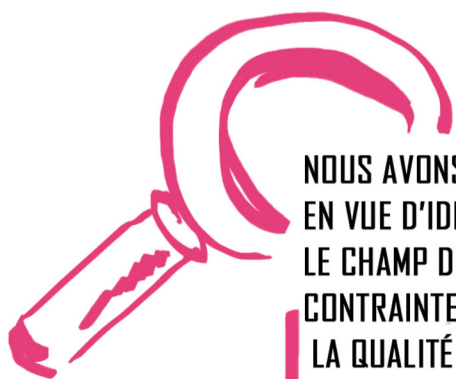
Aussi, la troisième UE proposait d'appréhender la transition écologique et solidaire selon une approche élargie des enjeux auxquels les sociétés contemporaines sont confrontées, et d'interroger les formes variées qu'elle peut prendre dans les territoires, plus particulièrement sous l'angle des manières de faire.



«La transition n'est et ne sera jamais l'affaire d'un seul type d'acteur. L'ampleur et la complexité de la tâche invitent à miser sur l'action conjointe et si possible coordonnée d'un ensemble de forces économiques, citoyennes, politiques».  
Jonet(2012),

Ces éléments soulèvent ainsi de nombreuses questions, liées à celles posées lors de l'UE 2, telles que :

- En quoi la transition écologique et solidaire peut-elle être un facteur de coopération sur les territoires ?
- Que recouvre la transition écologique et solidaire dans les coopérations ?
- Quelles sont les modalités de coopération favorables à la transition écologique et solidaire ?



NOUS AVONS ENSUITE MENÉ UN TEMPS « D'ENQUÊTE » :  
EN VUE D'IDENTIFIER COMMENT ET POURQUOI CES DYNAMIQUES AGISSENT DANS LE CHAMP DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE. UNE ENQUÊTE CONTRAINTÉ PAR TROIS ENTRÉES :  
LA QUALITÉ DE VIE, LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET LES TIERS LIEUX.





Outre la présence simultanée de chercheurs et d'acteurs de terrain, la relation recherche et action a pris ici une première forme par l'organisation en amont d'un guide d'analyse produit par l'équipe de l'Institut Godin. Présenté sous la forme d'un livret, il proposait notamment aux participants d'identifier

- des régularités parmi ces sept initiatives.

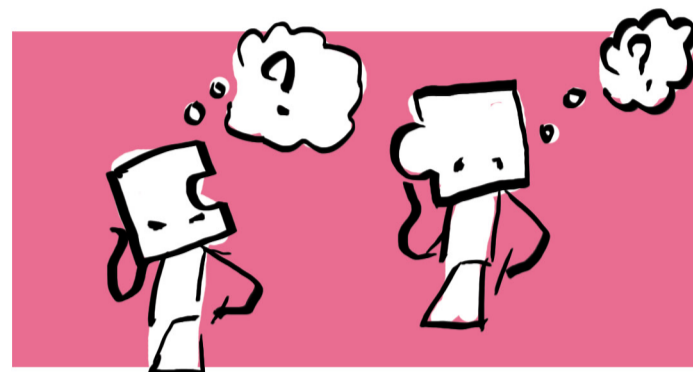
AH, NON, RIEN À VOIR, NOUS, C'EST UN PTCE DE PRODUCTEURS, MAIS URBAINS.



- La trajectoire dans le temps

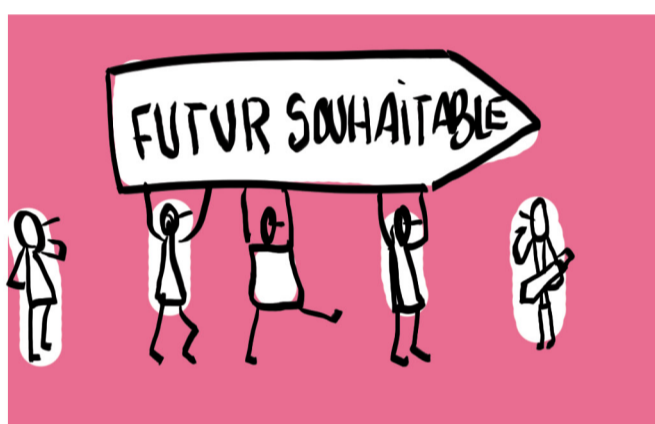


- la relation qui peut s'établir entre l'hétérogénéité du collectif et le développement plus ou moins recherché de nouvelles activités



Ce livret proposait également aux participants de positionner la transition écologique et solidaire perçue au sein des initiatives sur un schéma :

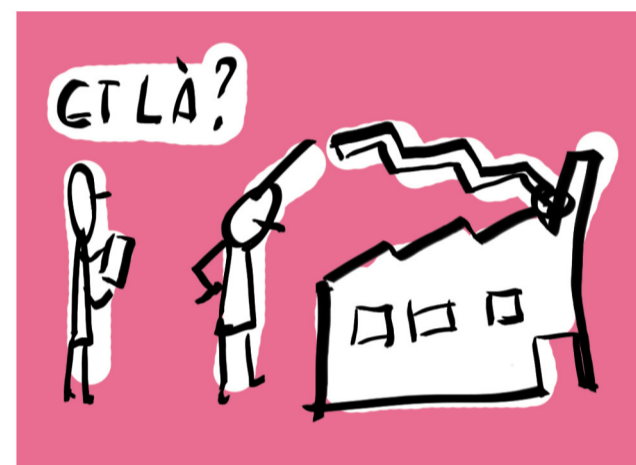
- soit dans leur finalité ou dans leur moteur



- soit dans leur processus de réalisation,

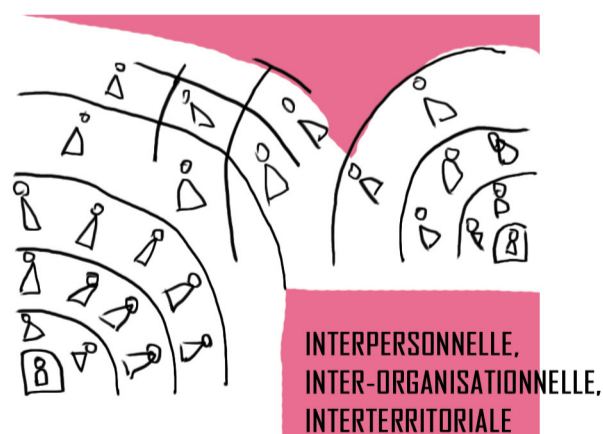


- dans la production de biens et de services.

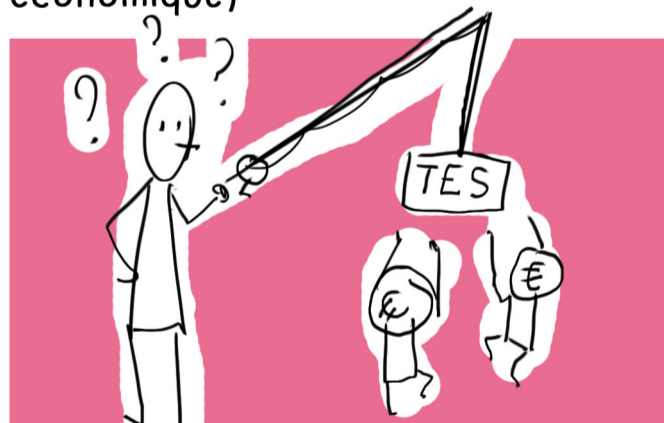


L'apéro-recherche, temps commun des trois UE et deuxième forme de relation recherche-action pour cette troisième UE, a consisté à mettre en discussion les travaux en cours de l'Institut Godin sur la construction d'une méthode d'enquête débouchant sur une analyse et des chemins pluriels en vue de mener une action collective territorialisée. Enfin, une troisième relation recherche-action a été mise en place lors de cette UE à travers des ateliers de co-développement autour de la dynamique PTCE Emergence Beauvaisis, selon trois enjeux formulés par ses membres initiateurs :

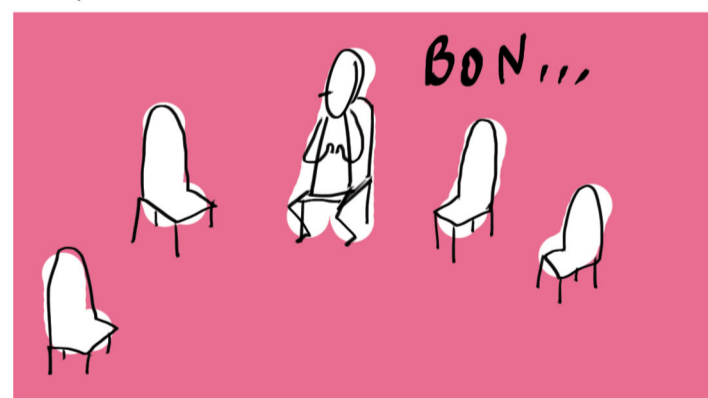
- l'élargissement du cercle des acteurs présents dans la dynamique,



- une interrogation sur les manières de faire de la transition un moteur (et non une logique intégrée au développement économique)



- un questionnement sur l'implication des acteurs et l'intérêt de la coopération.



**C'est donc par l'appropriation et la traduction du format et des principes des Universités Éphémères dans chacun des trois espaces de co-recherche-action préexistants et par l'apport de la diversité de leurs questionnements et de leurs membres autour d'un sujet partagé que nous avons pu co-construire progressivement un méta-espace de réflexion tout en permettant l'acquisition de connaissances par les membres et par les structures participantes sur chacun des territoires impliqués.**

# LES ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX

ELLE A PRIS LE TEMPS D'UN BON BAIN DE MER ET DE RAMASSER 2-3 MERDES SUR LE CHEMIN DE L'ÉMANCIPATION.

LA DOMINATION FAIT DES DÉGATS ET IMPOSE LES TERMES DU DÉBAT.

ELLE ESSUIE LES MAUVAISES BLAGUES ET LES LARMES DES EAUX POLLUÉES.

CONFIANTE EN SA COLÈRE ET SES PRIÈRES POUR POSER LES LIMITES STRUCTURELLES, Y COMPRIS AU MÉDECIN DU TRAVAIL, Y COMPRIS SUR LA SEULE ANALYSE D'UN TABLEAU EXCEL.

ELLE FAIT VALOIR SES COMPÉTENCES À RENAITRE DE LA POUSSIÈRE, LA SORCIÈRE.

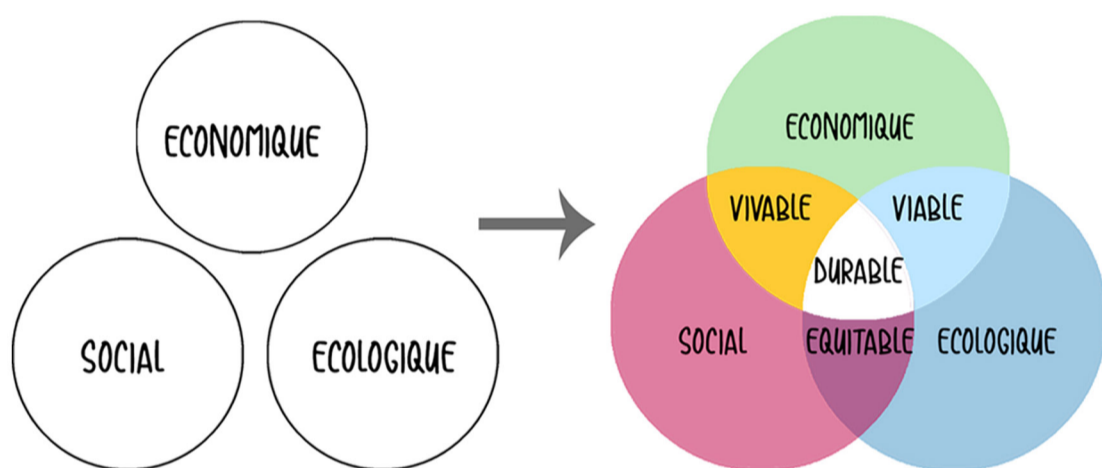


# LES CONSTATS

## CONSTATS COMMUNS, HIÉRARCHIES MULTIPLES DES PRIORITÉS

Le premier élément révélé par les dispositifs de rencontres et d'échanges que nous avons mis en place est la confirmation de notre hypothèse sur le fait que les initiatives citoyennes se revendiquant de la transition (au sens écologique ou environnemental), qu'elles soient structurées en coopérative ou non, ne questionnent pas ou peu les modes de travail, les formes d'entreprendre et de coopération.

Mais nous constatons également que si les préoccupations et enjeux du développement durable sont unanimement partagés et revendiqués, le terme de transition écologique ne fait pas sens pour certains acteurs qui se reconnaissent davantage dans l'Économie Sociale et le mouvement coopératif alors même qu'ils mettent en œuvre des pratiques qui participent à cette dernière.

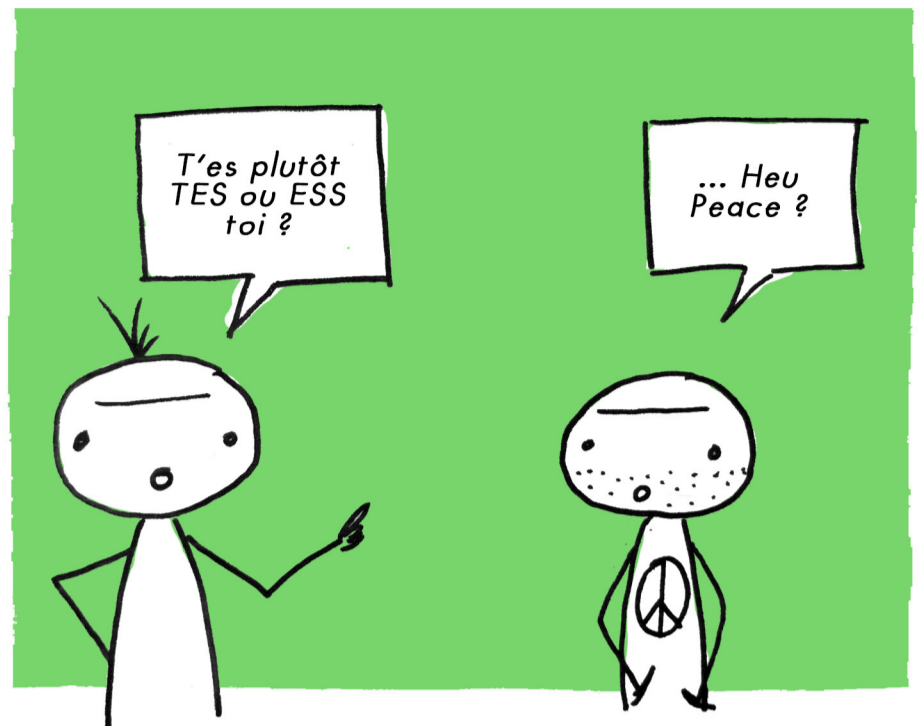


Alors la transition écologique et solidaire peut alors être vue comme un processus de transformation sociétale qui s'établit par la modification de représentations et de pratiques à différentes échelles.

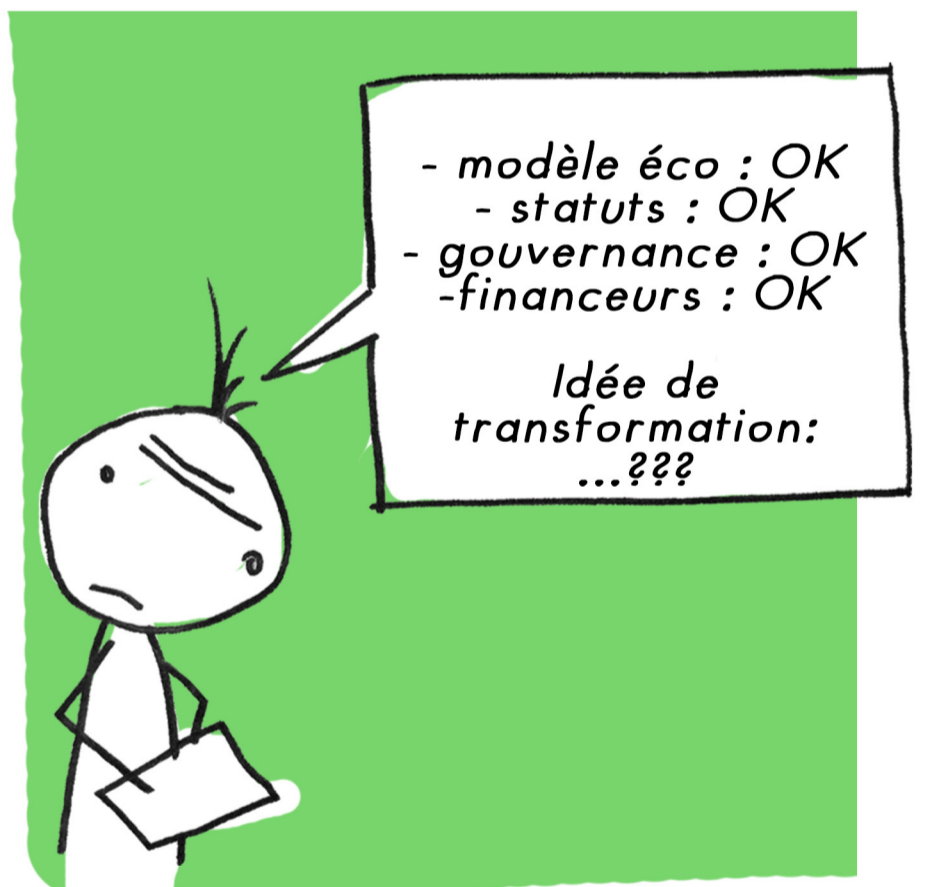
Or nous constatons que les enjeux posés par les acteurs se structurent principalement autour de l'émergence de projets, et de l'aspect matériel de ces projets; le terme matériel étant principalement pris au sens d'organisationnel. Leur préoccupation est davantage centrée sur la création et la structuration de leur organisation sous l'angle de la gouvernance, de l'immobilier, etc.

oui oui, nous allons porter des actions collectives en coopérant avec nos partenaires pour relever les grands défis de notre époque et changer le monde ...

mais d'abord il faut que notre modèle éco se consolide, que nous recrutons, que nous changions de bâtiment, que nous trouvions des subs, qu'on trouve des financeurs, ...



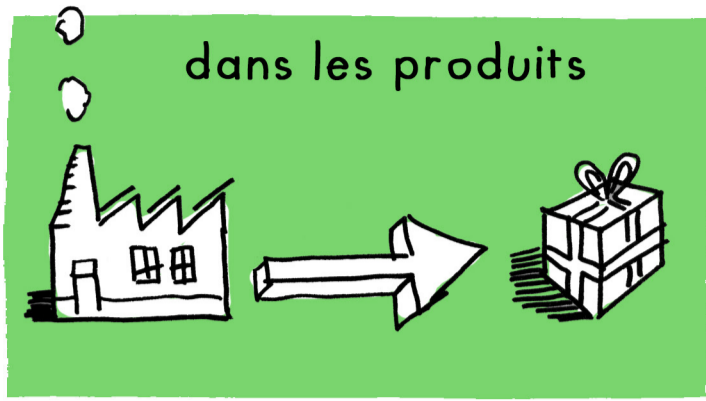
Le deuxième constat est lié aux processus de changements par la transformation sous-entendue dans le terme de transition, et que le processus de changement est institutionnel (le changement des représentations et des pratiques se diffuse par différents canaux qui structurent la transformation elle-même).



Le prisme de la faisabilité socio-économique est très prégnant : statut juridique, modèle de gouvernance, modèles économiques dont les questions liées à l'autonomie ou la dépendance et à la valorisation auprès des financeurs, acquisition et/ou gestion de l'infrastructure, autant de thèmes très aut centrés sur l'organisation (et moins sur la transformation) cités lors d'un atelier Tiers Lieu dans le cadre de l'UE3. Ce constat n'est pas déconnecté de la première tension identifiée ci-dessous qui fait référence à «l'atterrissage» des discours sur les grands défis mondiaux dans les processus de développement des projets concrets portés par les participants.



**IL SE DÉGAGE DE CES TROIS MOMENTS D'ÉCHANGE QUE CES INITIATIVES CITOYENNES DONNENT À VOIR PLUSIEURS TYPES NON-EXCLUSIFS DE RAPPORT À LA TES. LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE PEUT SE SITUER :**



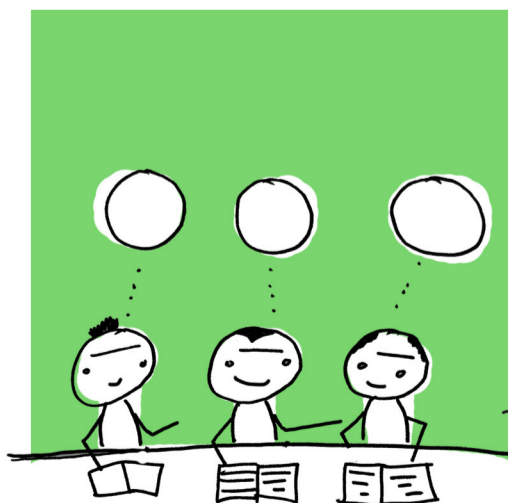
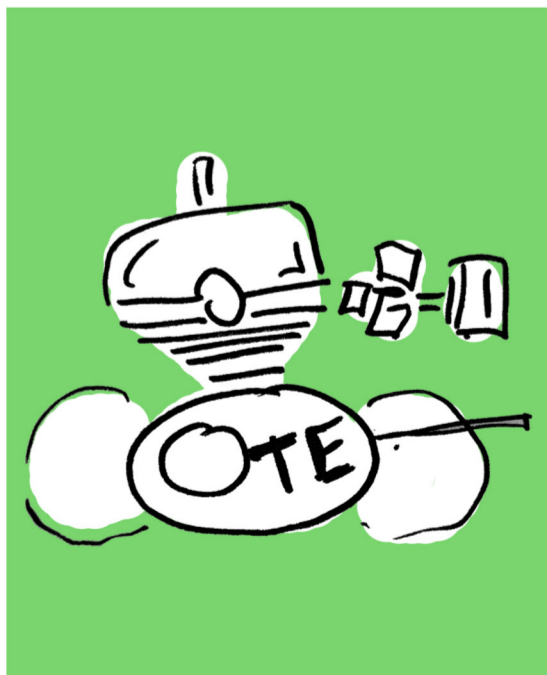
Mais notre panel et nos questionnements nous ont permis de mettre en sus en évidence des formes de hiérarchisations implicites de la place relative accordée à la TES et à la réflexion sur le travail. Nous pouvons ainsi distinguer en première lecture :

1. les initiatives dont la TE est clairement le moteur, la finalité, sans toutefois forcément questionner le travail,

2. celles qui produisent des biens et services en lien avec la TE sans forcément questionner leur manière de faire en général,

3. celles qui se centrent sur la manière de faire, d'organiser le travail, de coopérer sans identifier le lien potentiel à la TE tout en pouvant être sensible aux enjeux du DD,

4. celles où la TE est explicitement située dans la manière de faire, d'organiser le travail, de coopérer.





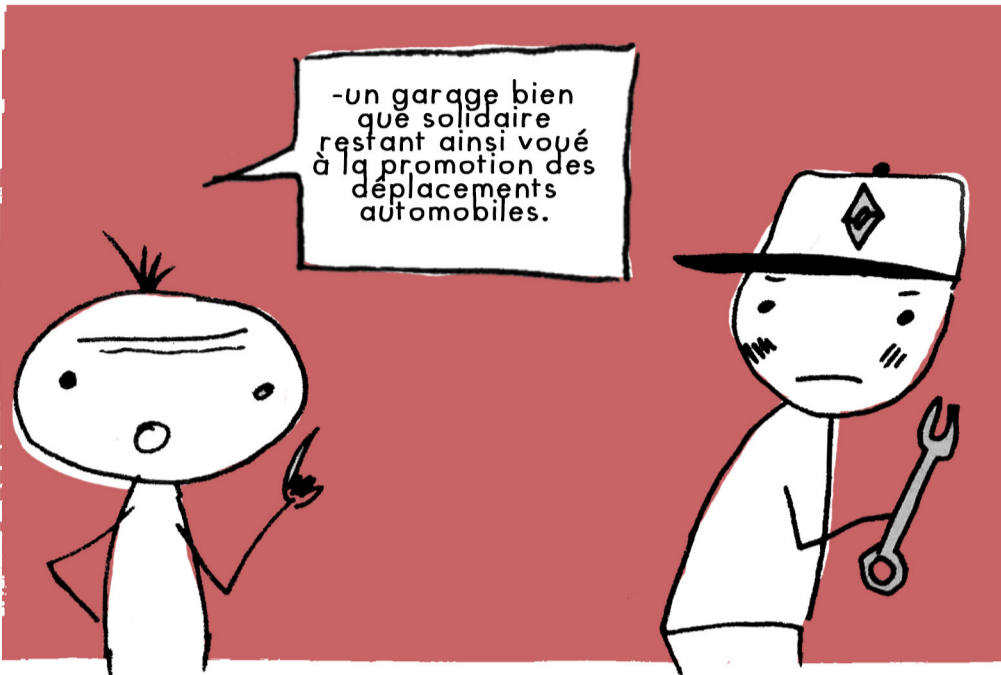


# LES TENSIONS

# ENTRE REPRÉSENTATION ET ACTION

Il existe premièrement une tension entre des discours sur les enjeux sociétaux globaux reconnus comme systémiques et "l'atterrissage" (Latour, 2017) dans des activités concrètes où on évoque finalement des éco gestes d'économie d'énergie, une recyclerie, un Repair Café ou un garage solidaire.

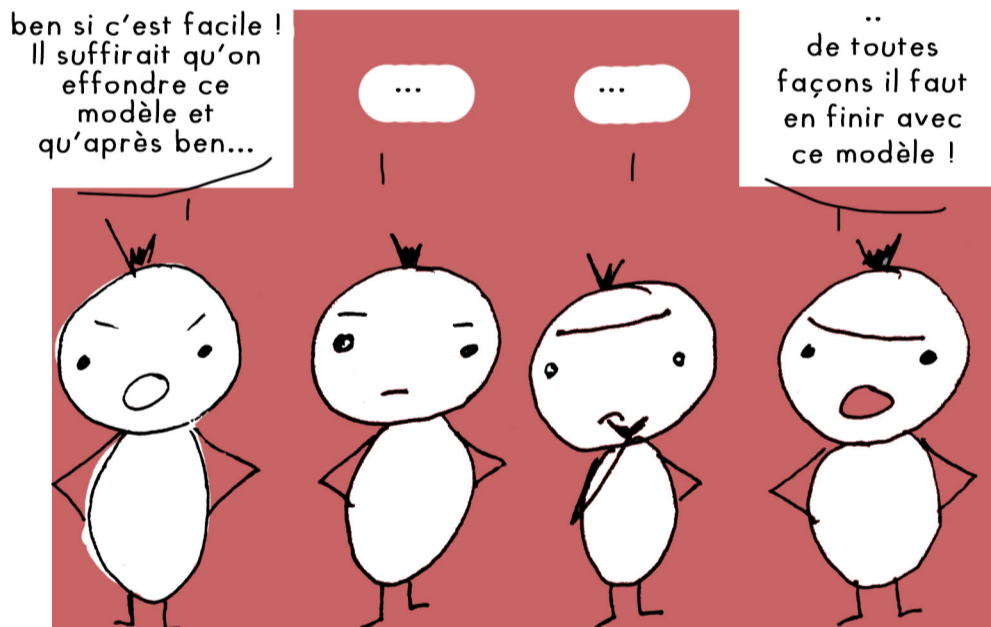
Le constat de l'impasse du système économique actuel est ainsi partagé dans les discours mais les activités imaginées et mises en œuvre concourent en fait à sa continuation moyennant quelques aménagements...



Cette première tension, de loin la plus fréquemment relevée au cours des 3 UE, renvoie à la difficulté que nous avons à imaginer la fin du modèle de développement actuellement dominant (de Sousa Santos, 2011):

Les acteurs et chercheurs présents se retrouvent tous dans une représentation de l'impossibilité que le fonctionnement économique actuel perde mais beaucoup ne projettent concrètement que des activités productives de biens et services écoresponsables et/ou éco conçus concourant finalement à la croissance verte et à une soutenabilité faible.

## IL EST ACTUELLEMENT AUSSI DIFFICILE D'IMAGINER LA FIN DE CE MODÈLE ET CE QUI POURRAIT LE REMPLACER QUE D'IMAGINER QU'IL N'AIT PAS DE FIN.



Et cet atterrissage dans des formes d'activités finalement peu, voire très peu, transformatrices est souvent justifié par la nécessité d'assurer des revenus permettant conjointement la pérennité de l'organisation et l'émancipation individuelle.

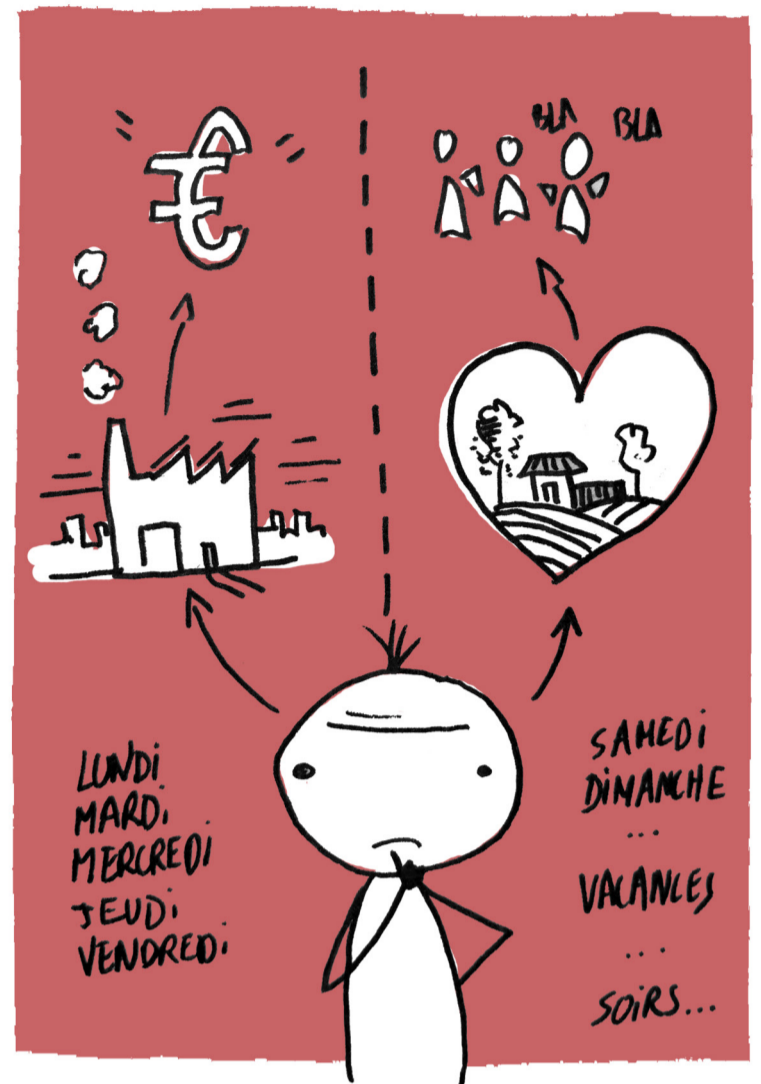
L'une des justifications qui est également ressortie durant l'UE3 réside dans la nécessité de composer avec les pouvoirs publics –pour ne pas dire les élus –qui craignent de se mettre en danger politiquement en soutenant des initiatives transformatrices.



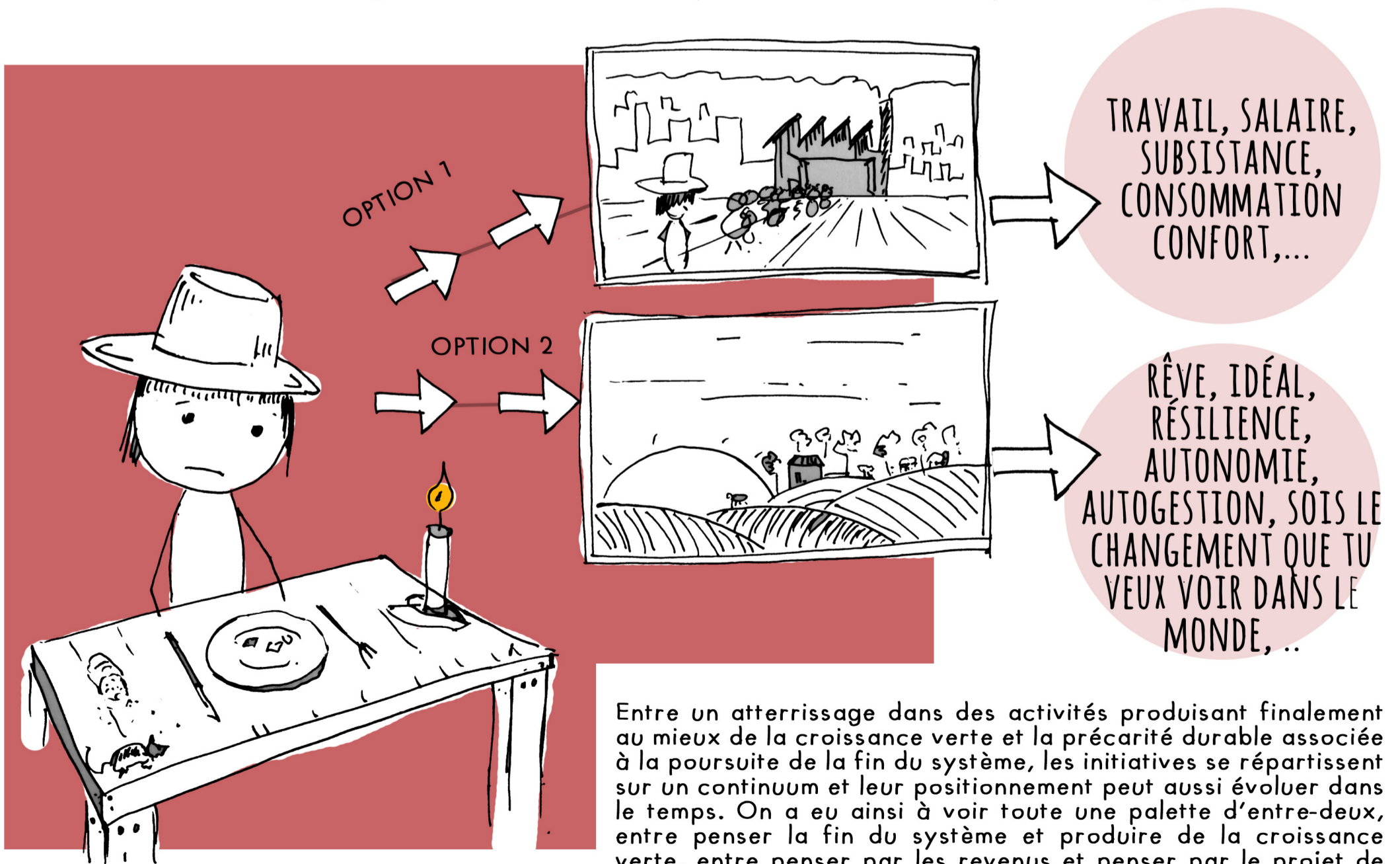


A l'inverse, les quelques initiatives citoyennes présentes qui vont vers la soutenabilité forte en intégrant dans leurs activités économiques des éléments de transformation de la relation au monde se heurtent à la question de l'émancipation et de la reproduction que leur mode d'organisation génère effectivement pour leurs membres. En effet, ces initiatives qui tentent par la réflexion et par le faire d'imaginer la fin du système économique dominant (ou au moins de certains de ses attributs) peinent à permettre à leurs contributeurs d'accéder à un niveau de vie décent. Elles sont elles-mêmes confrontées à la question récurrente de la pérennité de leur "modèle économique" (entendu comme capacité à faire face à leurs engagements monétaires, notamment à la capacité à produire du revenu pour les membres). Et de fait, leur précarité économique permanente en termes monétaires génère des tensions qui se répercutent sur les personnes qui y contribuent.

Soit ces personnes sont insérées dans une activité économique marchande leur permettant un engagement bénévole auprès de ces initiatives. Et alors l'agencement de revenu et de temps qui leur permet d'agir ne traduit pas une autonomie de l'organisation.



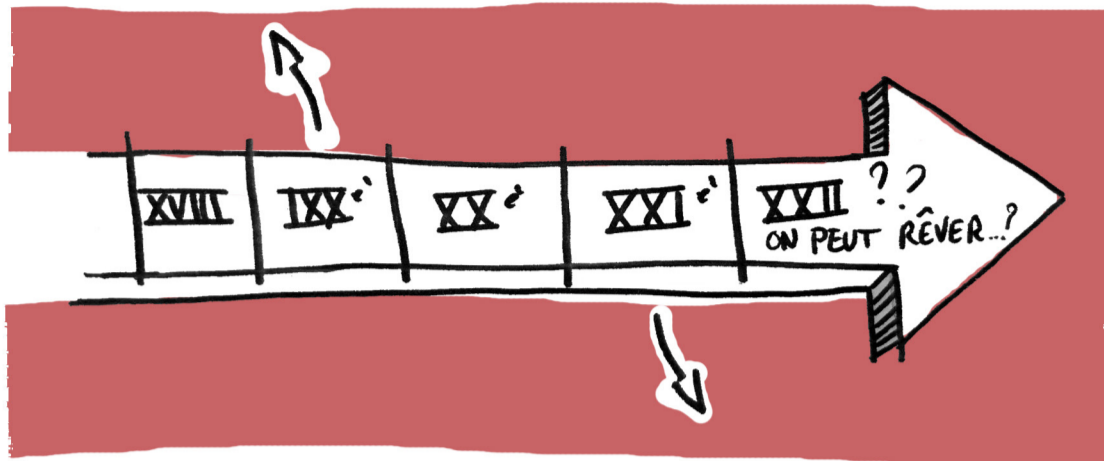
Soit la précarité monétaire de l'initiative se répercute sur les personnes qui la mettent en œuvre et sont ou restent en situation de précarité. Si l'initiative ne permet pas d'assurer la fonction de subsistance reproductive ou si la frugalité annoncée est plus de l'ordre d'une pauvreté assumée, il faut alors un puissant projet politique pour que des personnes puissent durablement se sortir des modalités normales de consommation dans une société donnée. Et ce point là ne peut pas être porté par le haut, par des dispositifs qui s'imposeraient, au risque de verser dans un niveau de violence symbolique fort. Les démarches partagées de recherche-action peuvent être un des moyens de la médiation sur cette réalité tangible des conditions de vie précaires de nombre de personnes engagées.



Entre un atterrissage dans des activités produisant finalement au mieux de la croissance verte et la précarité durable associée à la poursuite de la fin du système, les initiatives se répartissent sur un continuum et leur positionnement peut aussi évoluer dans le temps. On a eu ainsi à voir toute une palette d'entre-deux, entre penser la fin du système et produire de la croissance verte, entre penser par les revenus et penser par le projet de mutualisation etc.



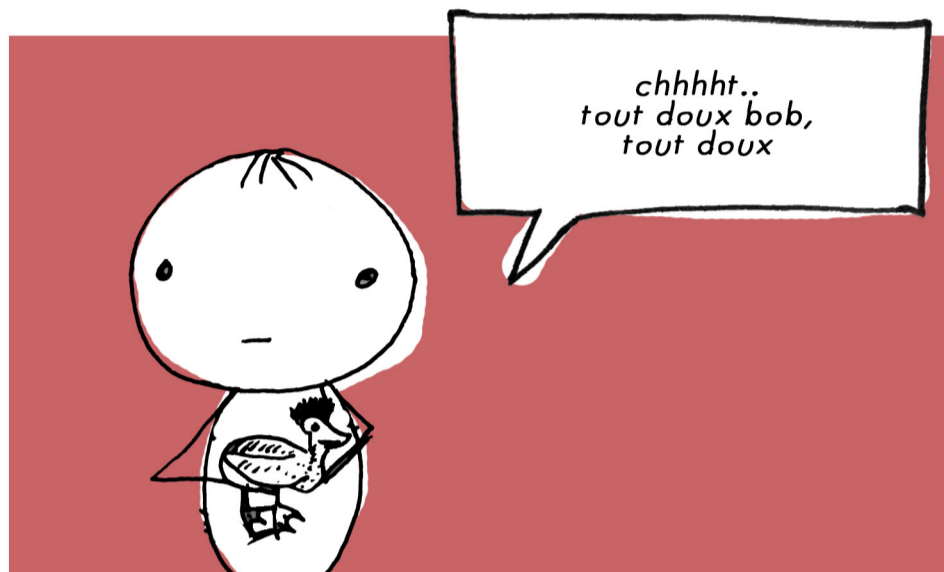
Ce continuum rejoint celui dessiné par la tension entre visée/action transformatrice et visée/action réformatrice vis-à-vis du fonctionnement économique actuellement dominant qui structure la dynamique institutionnelle de l'économie sociale et solidaire et du mouvement coopératif depuis le 19<sup>ème</sup> siècle. Quand cette tension prend place dans une représentation des enjeux sociétaux où la question sociale était la question centrale, elle ouvre sur la dimension émancipatrice et autonomisante du travail.



Au 21<sup>ème</sup> siècle, la question sociale se maille à la question écologique ouvrant sur la dimension soutenable de l'activité humaine et même plus fondamentalement sur le questionnement des fondements de notre ontologie, de notre rapport au monde (à la manière notamment de Descola).

Les initiatives rassemblées au cours de notre recherche-action expérimentent finalement toutes des bricolages institutionnels, soit à partir de la question du travail, soit à partir de la question de la soutenabilité, qui génèrent en leur sein des tensions entre réforme et transformation.

On a alors également différentes configurations sur la mise en oeuvre concrètes du questionnement Descola-Latour: comment à l'échelle d'expérimentations coopératives peut-on intégrer l'enjeu de la coupure nature-culture, et intégrer le non-humain ?



On voit bien les tensions ou dissonances que cela peut produire dans le passage au concret. Il est ainsi tout à fait possible, et même de plus en plus présent, de se retrouver dans un discours général et politique en faveur d'activités qui dépassent les coupures ontologiques nature-culture, humains-non humains afin de mieux pour penser "Ce à quoi nous tenons" E.Hache. Mais les conditions concrètes, en particulier les modalités d'intégration d'activités productives dans des marchés (certes très différents les uns des autres) et donc faisant face à des activités concurrentes, posent de façon directe et crue la question de ce qu'engendre la nécessité d'être encadré dans les circuits économiques existants.

Et cela parfois à l'encontre des valeurs énoncées. La notion de réalisme économique se trouve ainsi en permanence remobilisée lors des travaux des UE, en particulier par les personnes en charge des collectifs économiques (en position de direction des structures en particulier). De fait l'enjeu de construire des mondes partiellement en circuit fermé se pose, comme se pose la question essentielle de ce qu'engendre la concurrence dans une activité productive, alors même que les situations que nous avons eu à observer souhaitent se situer hors des effets habituels et délétères de la mise en concurrence. On pourrait ainsi voir en quoi des espaces (les territoires qui sont animés par la dynamique intercoopérative, comme cela a été souligné en particulier pour le Beauvaisis lors de l'UE 3) parviennent à mettre partiellement à distance les relations de concurrence entre produits/productions/entreprises. C'est là tout l'enjeu de territoires d'intercoopérations.





# LES TENSIONS ENTRE FINALITÉ CHOISIE, ASSIGNÉE ET SUBIE

La tension entre représentation et action, vécue et donnée à voir par les initiatives citoyennes présentes, fait écho à la tension entre les finalités choisies, assignées et subies.

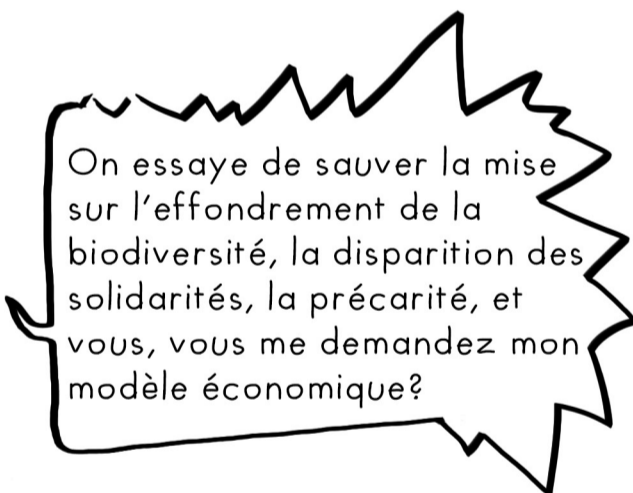
Cette forme de tension s'exprime à plusieurs niveaux :

a. entre les initiatives citoyennes de la TES et les pouvoirs publics et plus largement l'ensemble du contexte institutionnel extérieur. Une finalité de soutenabilité forte peut alors être rabattue par les contraintes externes ( processus d'institutionnalisation, isomorphisme institutionnel) sur une soutenabilité faible

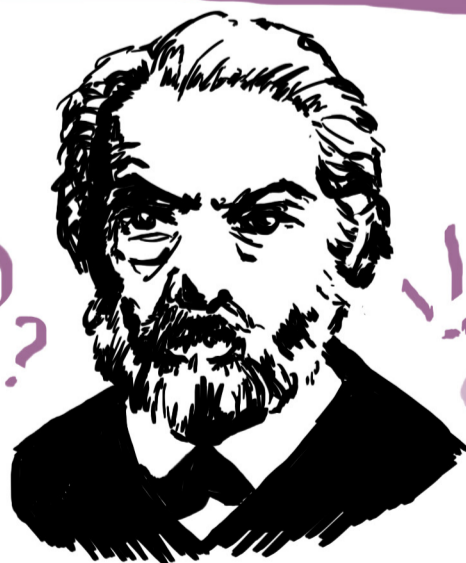
b. au niveau organisationnel dans la question récurrente du modèle économique. Cette tension s'est particulièrement exprimée lors de l'UE 2 lorsqu'après une journée consacrée à explorer les expériences d'activités et d'organisations permettant de mettre en oeuvre une finalité choisie de durabilité forte, la question du modèle économique a ressurgi comme un rappel de la finalité assignée à toutes structures productives et dont il n'est pas question dans les imaginaires qu'elles puissent s'affranchir.

c. Au niveau du travail autonome qui incarne à son corps défendant l'entrepreneur "foucauldien". (Cette figure de l'entrepreneur indépendant est le produit d'un processus reposant sur une domination sans précédent de la rationalité humaine individuelle, une rationalité procédurale, centrée sur un sujet libéral, affranchi : évoquer l'entrepreneur foucauldien c'est souligner l'existence d'un idéal-type néo-libéral d'individu super-performant, capable tout seul.)

On se réfère à Foucault pour le décrire au sens où celui-ci contribue à une critique du processus politique qui institue des homo economicus coupés de mondes sociaux.



C'est donc la notion même de modèle économique d'une organisation qui s'est trouvée questionnée. L'émancipation organisationnelle vis-à-vis de la notion normée de modèle économique (y compris dans son acception plurielle au sein de l'ESS) qui permettrait de poursuivre cette finalité choisie suppose alors de réfléchir sur la capacité des initiatives à produire des moyens de vie décente.

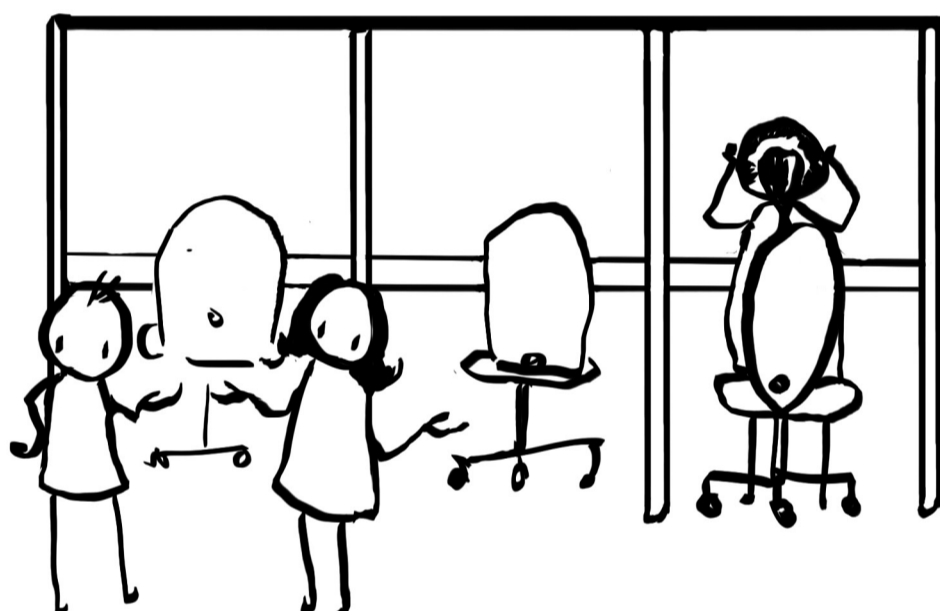


C'est cette notion de moyens de vie décente abordés par le prisme des "équivalents de la richesse", notion empruntée à J.B. Godin qui doit être déconstruite et reconstruite pour la quête de l'autonomie, qu'elle soit organisationnelle ou individuelle.



## DANS LE CAS DES COOPÉRATIVES DE TRAVAIL AUTONOME

La tension sur la dimension individuelle du travail indépendant vient du primat de la question économique ; de ce que cette question est renvoyée à l'échelle de la personne et de sa capacité à engendrer son revenu elle-même. Pourtant il est nécessaire de différencier travail indépendant et travail autonome, car la démarche collective que porte la CAE, vise à penser une activité autonome, dans un cadre et grâce à des échanges collectifs. D'où l'expression "être indépendants à plusieurs"



Il s'agit pour ces coopératives d'articuler la dimension individuelle de l'autonomie ancrée dans l'activité économique avec la démarche collective (au sens où la coopérative est vectrice de salarisation). On voit alors nombre de combinaisons entre vécus individuels et vécus collectifs.

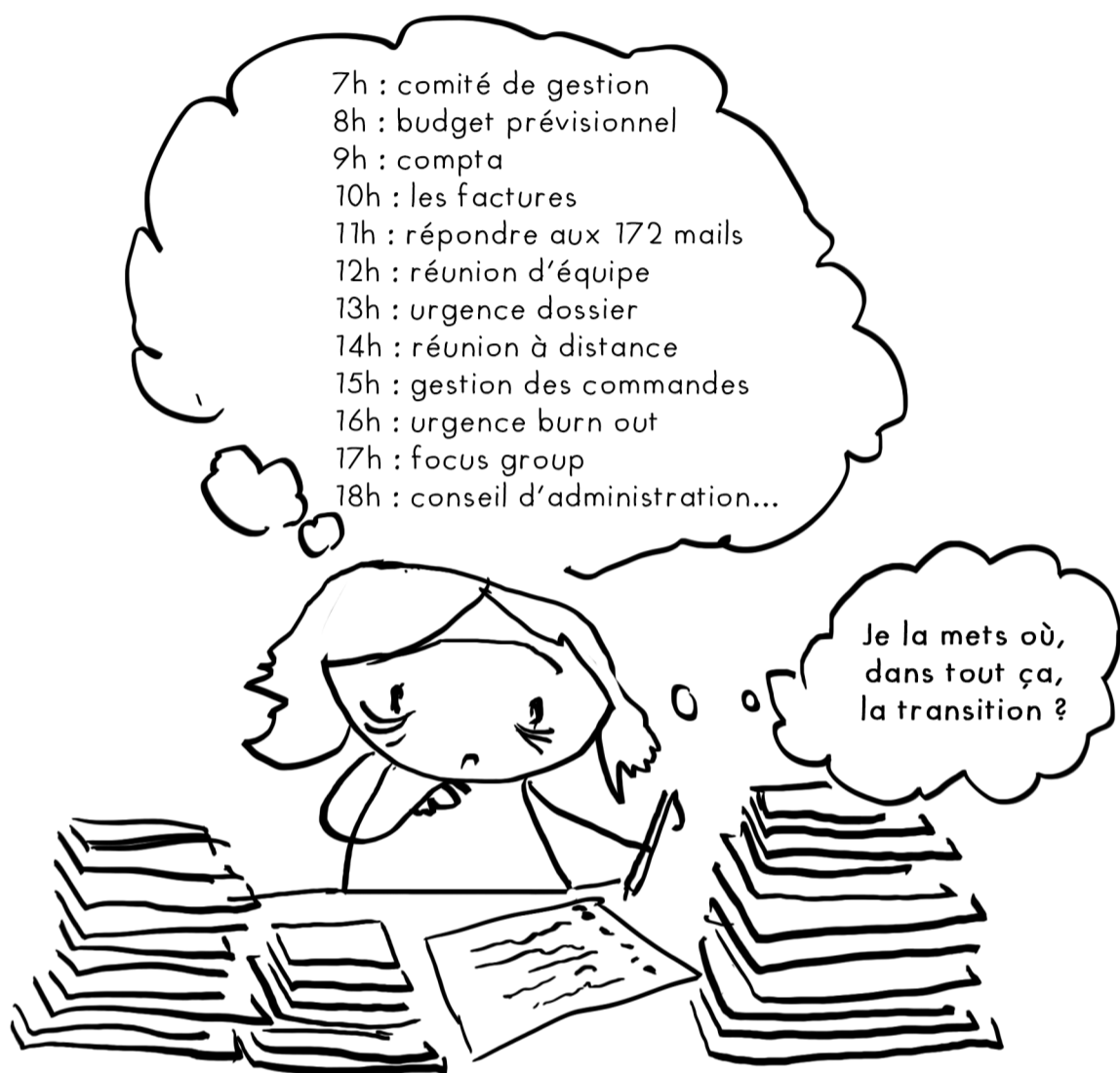
Mais la puissance de l'idéal type de l'indépendance, de l'individu entrepreneur de soi, a construit une solide représentation individuelle de l'activité, des solutions, ainsi que des discours sur soi qui prennent une place importante (y compris dans les dispositifs de recherche-action comme on a pu le noter lors de l'UE1). Et ceci alors que nombre de problématiques sont communes aux différents membres et sont collectives au sens de l'organisation de services par la coopérative.



Ceci pose de réelles difficultés à penser en même temps individus et collectifs, et aussi représenter les personnes (cela notamment au sens des Instances de représentation du personnel, Lamarche et Lefevre, 2018).

# LES TENSIONS AU NIVEAU DES TEMPORALITÉS

Cette tension entre finalité choisie, subie ou assignée qui met à jour les dynamiques d'émancipation individuelles et collectives, révèle également d'autres tensions se situant au niveau des temporalités.



Les structures et les personnes sont quasi toujours plongées dans l'urgence, qui est principalement liée à leur propre survie économique. La survie économique se présente sur le court terme alors que nombre d'enjeux écologiques ou climatiques se présentent sur un terme plus lointain. De ce fait d'autres enjeux (l'égalité femmes hommes, la lutte contre le réchauffement ou pour la biodiversité, etc...) ne sont pas à l'agenda immédiat.

Face à cette dynamique de l'urgence de court terme liée à la survie économique qui pousse à l'accélération, on trouve l'urgence écologique qui nécessite au contraire un ralentissement. Mais cette urgence-là ne trouve aucun relais concret, aucune force pour agir.

## SOUFFRANCES INDIVIDUELLES

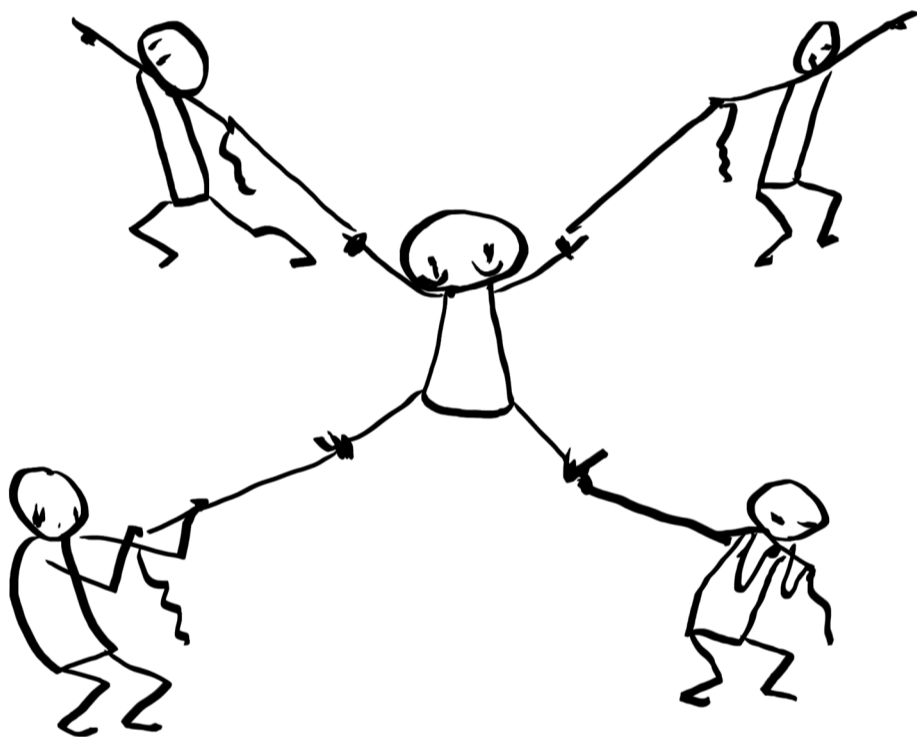
Les participants et les participantes aux trois UE sont revenues régulièrement sur les **souffrances individuelles** générées par l'ensemble de ces tensions.



Souffrances dues aux formes de travail, souffrances provoquées par la surcharge de travail que génèrent les coopérations, surcharge cognitive liée à l'appréhension des urgences et à l'ampleur des grands défis auxquels nous devons faire face; souffrances provoquées par la dérive de missions imposées par le contexte institutionnel et la perte du lien entre aspiration partagée, actions menées et regards posés sur l'action.

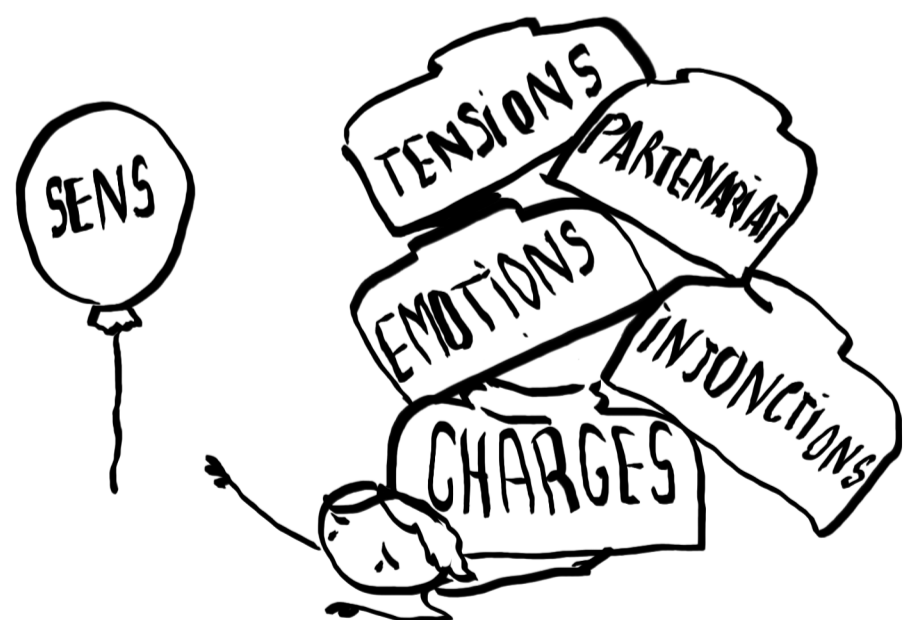
La question des souffrances a été de fait présente dans les 3 UE, mais située de façon différentes : la première UE a permis d'exprimer des registres liés à l'isolement, mais plus encore à l'individuation de la responsabilité et à la gestion des temporalités. C'est d'ailleurs au coeur du projet politique des coopératives de travail autonomes que de formuler une réponse collective à cela.

La deuxième UE a, quant-à-elle, mis en évidence les souffrances vécues par les personnes contribuant à des dynamiques collectives en précarité permanente et celles liées aux tensions entre aspiration, réalisation et évaluation. La piste évoquée pour prendre soin de ces souffrances a été celle d'une remise en collectif des angoisses individuelles générées par ces tensions.



Les souffrances ont été mises en évidence à deux reprises durant la troisième UE. Ce fut tout d'abord sous l'angle de la surcharge liée à la gestion des temporalités. La construction d'un collectif nécessite des formes de convention et de coordination entre les personnes qui doivent non seulement les construire au sein de leur propre organisation mais aussi à une échelle territoriale entre partenaires. Les souffrances ont ensuite été liées aux formes de coopération et aux tensions entre finalité choisie et subie, notamment dans les liens avec les pouvoirs publics.

L'objet des tiers lieux travaillé dans les trois UE a fréquemment été le support de ces expressions liées aux souffrances. L'atelier dédié à cet objet lors de la troisième UE nous a permis de formuler la proposition que dans ce type d'initiative citoyenne pour la transition, le vécu individuel et collectif, positif comme négatif, s'incarne dans le lieu et de ce fait ce sont les personnes qui animent ces lieux qui se trouvent à l'assumer. Ceci renvoyant pour les personnes-clé de ces organisations à un travail de l'utopie (pour reprendre les termes de Michel Lallement sur le Familistère Godin à Guise) aux dimensions multiples qui produit de ce fait une surcharge aux dimensions cognitive et affective.



**Ces considérations nous renvoient finalement à la place et aux soins accordés aux souffrances individuelles, collectives, humaines et non-humaines dans ces initiatives et nous rapproche des analyses dans la logique du Care.**



# LES TENSIONS

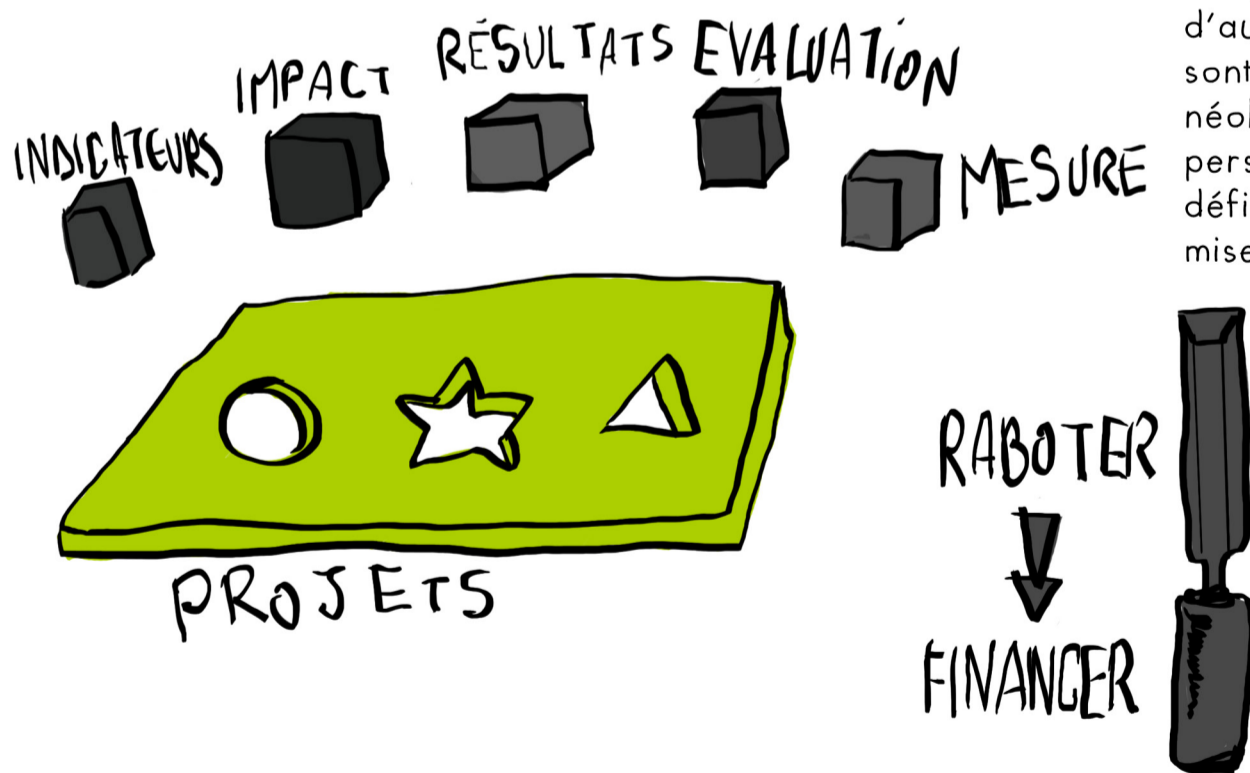
## LA QUESTION DE L'ÉVALUATION

C'est l'autre grande question que nos échanges ont mis en exergue et qui est à la fois le résultat des tensions précédentes et elle-même source de tensions à l'origine de souffrances.

Les initiatives réunies ont fréquemment exprimé une tension entre leur finalité - qu'elle soit en premier lieu orientée vers le travail autonome, les coopérations territoriales ou bien la TES - et une évaluation quantitative attendue, voire exigée, par les financeurs. Cette attente extérieure - s'exprimant dans des outils de mesure, des indicateurs, des tableaux de bord... - entre en tension avec les processus d'évaluation différents que les participants aimeraient avoir le temps de mener pour poursuivre leurs finalités propres. Cette tension pèse sur les personnes, s'incarne dans leurs pratiques et dans les lieux et induit des (possibles) dérives de mission.



Les instruments d'évaluation et les représentations qu'ils véhiculent génèrent des tensions et des souffrances au sein des initiatives citoyennes pour la transition. Et ce d'autant plus que ces instruments sont ancrés dans une logique néolibérale et mis en œuvre par des personnes et des structures qui se défient (intellectuellement) de la mise aux normes par l'évaluation.



Les témoignages montrent que les injonctions paradoxales qui en découlent s'impriment y compris dans les corps. L'évaluation recherchée au regard des finalités poursuivies étant peu outillée et sortant du cadre des financements, ce sont finalement les personnes qui de facto la réalisent par leurs affects (d'où parfois une expression de la souffrance).

**Cela nous renvoie à cette ambition, quelque peu démesurée, qu'il y a à se déprendre des structures d'ensemble de l'ordre économique; problématique que connaît bien le monde coopératif.**

# LES PISTES DE TRANSFORMATION

Au regard des constats et tensions précédemment soulevés, nous estimons qu'il est nécessaire de revenir sur des auteurs et des notions qui permettent de penser la transformation. Loin d'être déconnectés des 3 UE, ces derniers ont été cités ou rapportés lors d'une ou plusieurs Universités éphémères. C'est aussi nous semble-t-il une caractéristique importante des démarches de recherche-action que de **nourrir l'imaginaire et les représentations**, dans le but de transformer nos pratiques (et de construire le futur).

Bon je viens de lire votre production

Et Quand même faut que je vous dise

Qu'on prend une bonne claque en lisant ça...  
Ça décoiffe... Ça titille... ça pique même parfois...  
mais ça dit ce qu'on vit  
et ça ça soulage aussi!

Quand même faut que je vous dise que

Ça remet le viseur bien droit  
et le focus au bon endroit...  
Ça nous réouvre les yeux... ça éloigne les œillères pour un instant...  
C'est un peu vertigineux aussi... Mais tellement nécessaire, vivifiant

Quand même faut que je vous dise

Ça nous secoue, nous dépoussière  
Mais sera t'on capables de dépasser nos pratiques d'aujourd'hui (et même d'hier !)  
Ya des sacré enjeux, du défi, du boulot !  
Et quelque fois ça me paraît trop haut

Quand même faut que je vous dise...  
Vous êtes vraiment une activité de première nécessité !!

Merci à vous vraiment pour ce travail précieux !

Solène

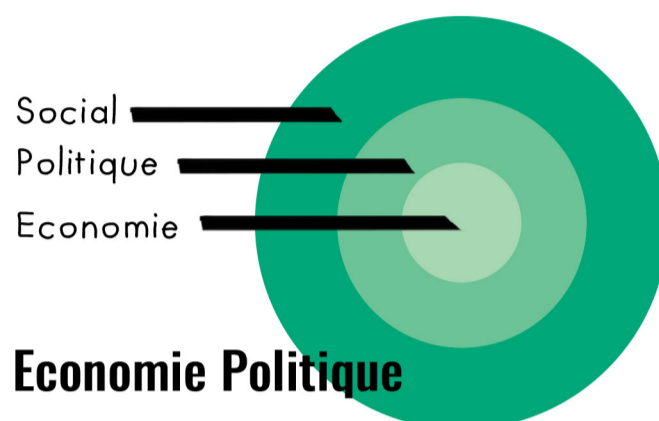


# ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE ET ÉMANCIPATION POLITIQUE

Dans cette perspective, la notion d'émancipation économique que l'on a mise en avant pour questionner les initiatives de transition écologique, peut être vue au sens étroit ou, au contraire, en un sens beaucoup plus large.

C'est à ce titre qu'il nous semble intéressant de faire discuter

- l'émancipation économique (en tant que condition de possibilité matérielle-budgétaire de l'autonomie des personnes),
- avec les formes d'émancipation politique.



Nous retrouvons une relation bien identifiée dans le mouvement coopératif entre émancipation économique et émancipation politique. Rappelons qu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle ces deux approches se sont opposées, ce qui a engendré une scission fondamentale au sein du mouvement ouvrier en particulier en France (entre mouvement syndical et mouvement coopératif) (Draperi, 2012).



Proudhon met en avant l'émancipation économique qui structure l'agir coopératif : ce qui prime est la nécessité de s'organiser entre travailleurs-producteurs. L'émancipation est située dans le travail productif auto-organisé en ce qu'il fournit les moyens matériels de ne pas être subordonné au capital.

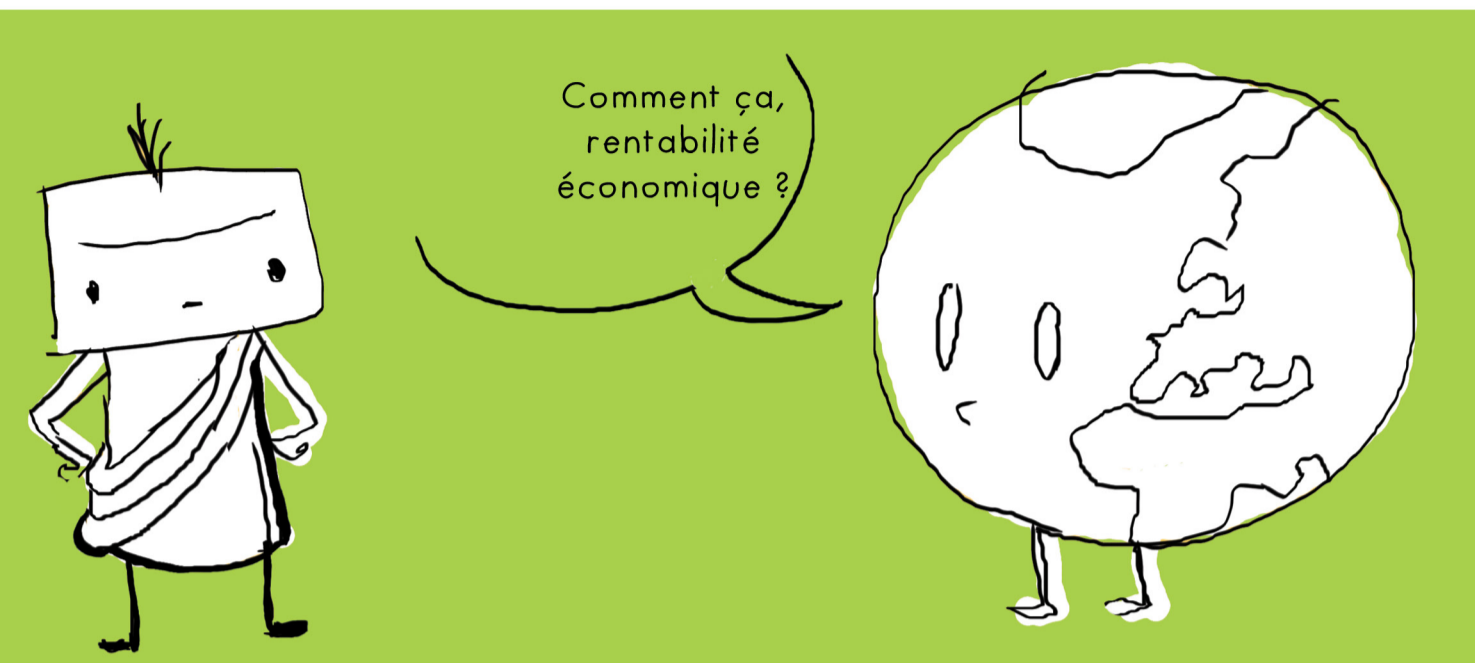


Pour Marx, l'émancipation ne se situe pas dans le travail au sens de l'activité, ni dans la fabrique dans une acception autogestionnaire, mais dans la lutte politique. Il s'agit alors de s'extraire radicalement de la subordination au capital, et non pas de fonder des alternatives au sein du capitalisme comme le propose le mouvement coopératif.

Cette tension, entre visée autogestionnaire ancrée dans la production par de petits collectifs, et visée révolutionnaire ancrée dans le mouvement politique, est fondatrice des imaginaires politiques critiques du capitalisme.

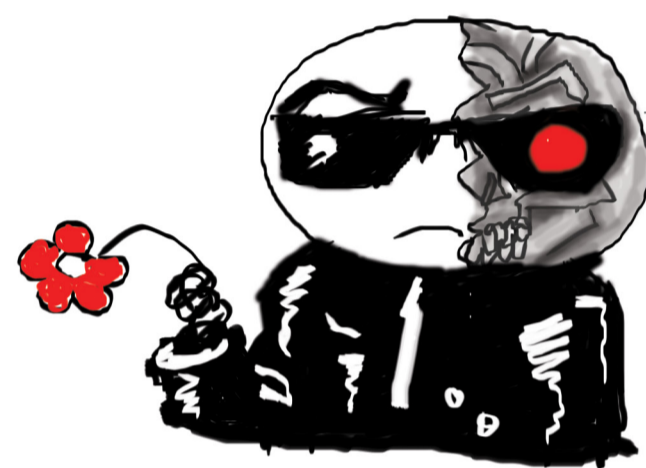


# EMANCIPATION ÉCOLOGIQUE ?



A cette relation économique-politique bien identifiable, s'ajoute la matérialité de la relation au monde vivant qui est de facto évacuée par les représentations comptables et marchandes de l'économie, en particulier car elle ne dispose pas des indicateurs (quantitatifs et monétaires) pour exister, pour performer... Il y a là une autre forme d'émancipation, qui sera à penser en termes écologiques, et qui va transformer radicalement la tension dialectique binaire économique-politique.

Il ne s'agit pas de s'émanciper de la relation au monde vivant, ce qui ne pourrait que renforcer le projet prométhéen de la société moderne de se couper du monde vivant par le moyen de sa maîtrise technique et mécanique. Il s'agit au contraire de s'émanciper en renouant le lien avec "ce à quoi nous tenons" (signifié ici en référence à l'approche pragmatique d'Emilie Hache, en référence au titre de son ouvrage de 2011), permettant de penser aussi le lien au non-humain, au monde vivant dans son ensemble.



Le contenu des échanges menés durant les 3 UE nous montre que différents agencements des priorités coexistent. Entre émancipation écologique, politique et économique, on peut considérer ces agencements de priorité en termes de registres d'émancipation souhaités.

## HÉTÉRONOMIE ET AUTONOMIE



L'hétéronomie qualifie pour Gorz la non-maîtrise par le sujet et donc sa perte d'autonomie. L'individu est alors dirigé « de l'extérieur ». L'organisation bureaucratique produit une "hétéronomie programmée" (c'est l'organisation ou le pouvoir normatif qui dirige l'action des individus). Le marché fonde une hétéronomie qualifiée de "non programmée".

Ce sont des processus d'aliénation composés de deux phénomènes inhérents à l'approfondissement de la division du travail.

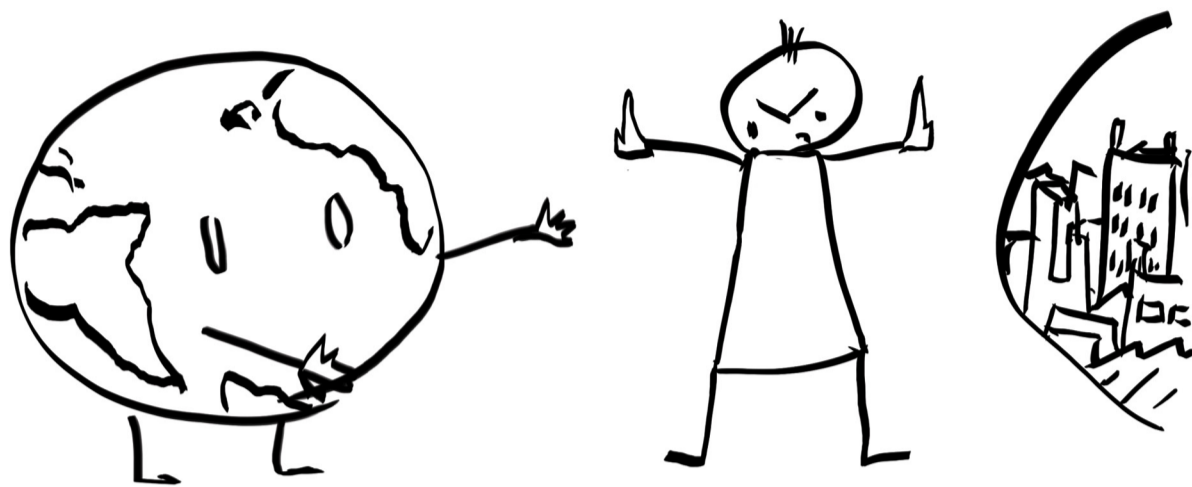
Le problème se pose lorsque l'hétéronomie "prend le pas" sur l'autonomie. Lorsque l'emprise bureaucratique et l'autonomisation de "l'esprit de marché" ne permettent plus de penser la pluralité, c'est tout un pan de la société qui doit se conformer.



# NATURE - CULTURE



Descola (2005) a montré de quelle façon le dualisme nature/culture qui structure le mode de pensée et de vie occidentale n'existe pas dans nombre des cultures amérindiennes. La nature n'est pas une extériorité pour ces peuples, elle est immédiatement sociale, sans-coupeure entre humains et non-humains. Ce qui prime est la relation.

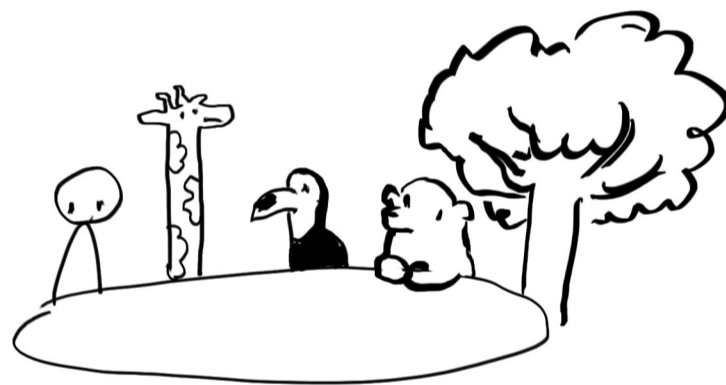


Dans des sociétés sans rupture entre nature et culture, réconcilier conservation et développement de la nature ne se construit pas comme un projet de société. Mais le contexte occidental, la notion de réconciliation est toutefois un acte qui prend du sens pour nombre des personnes engagées dans des logiques qui prennent le nom de développement durable, pratiques environnementales, transition écologique.



Notre nouveau responsable RSE

En effet les coupures vécues, de même que les coupures épistémologiques (nature/culture en particulier) affectent les personnes. Chercher à les dépasser peut-être un puissant moteur de l'action. La situation que l'on observe est celle d'une volonté d'un nouvel ancrage, d'un rééquilibrage, même si l'on est loin des sociétés amérindiennes qui fondent le travail anthropologique de Descola.



Penser un décloisonnement, une critique de la coupure radicale nature/culture et voir comment sont intégrés différents modes d'habiter et différentes relations au vivant peut nous aider et peut porter les collectifs...

Les propos de Descola sur la variété des relations au vivant et au non-humain peuvent éclairer les démarches de personnes engagées dans des nouvelles manières de produire, de travailler, d'habiter. Ils éclairent un certain besoin de reconnexion au vivant (à la nature entend-on souvent).

Il s'agit d'une lecture simplifiée de Descola, dans une visée pratique. Cela n'a pas de prétention à discuter des fondements de notre société. Descola s'intéresse en effet à des représentations profondément intériorisées par les personnes, non conscientes "dotés d'un haut degré de généralité : les « schèmes intégrateurs de la pratique »" (2005, p. 204), alors que les démarches qui sont les nôtres et sont l'objet de cette contribution se situent dans des façons d'habiter, de travailler et de produire, sans prétention à bouleversement anthropologique.



# CONCLUSION

Ne voulant pas nous référer aux seuls principes coopératifs qui peuvent a priori apparaître en phase avec les enjeux écologiques, nous avons cherché à « ouvrir la boîte noire », à interroger le “comment” de ces formes d’organisation dans leur rapport avec les transitions et leurs modalités de la mise au travail. En interrogeant les pratiques effectives et la manière dont elles sont agencées, les échanges au cours des trois UE ont ainsi montré que les coopératives participantes ne sont pas structurées pour penser écologique et économique en même temps mais mettent toutes en œuvre des bricolages et des arbitrages variés pour y parvenir qui ne sont pas sans générer des tensions tant au niveau individuel que collectif et organisationnel.

Les initiatives participantes ont ainsi partagé un continuum de réalités entre atterrissage dans des formes d’activités peu transformatrices et souvent justifié par la nécessité économique et des initiatives qui recherchant la fin du système actuel peinent à assurer leur survie et à permettre à leurs contributeurs d’accéder à un niveau de vie décent. L’ensemble des tensions vécues et rapportées par les participants entre finalité choisie, subie ou assignée, mais aussi dans la gestion de temporalités contradictoires et concernant les formes d’évaluation, met à jour la question centrale des dynamiques d’émancipation individuelles et collectives qui se trouve finalement au cœur du projet politique de l’ESS comme du processus de développement durable.

Partageant l’idée d’une implication de la recherche dans et pour l’action, nous avons souhaité dans cette production académique aller au-delà des constats faits et de l’analyse des tensions exprimées, pour présenter des points de réflexion susceptibles d’alimenter la capacité transformative des initiatives participantes. Nous appuyant sur des auteurs et des notions qui permettent de penser la transformation et qui ont été cités ou rapportés lors d’une ou plusieurs Universités éphémères, nous proposons de réinterroger la tension dialogique classique entre émancipation économique et politique en proposant de penser le processus d’émancipation recherchée par les initiatives citoyennes pour la transition écologique à partir d’un triptyque incluant l’émancipation écologique comme remise en cause de la dichotomie entre nature et culture et prise en compte d’une ontologie relationnelle.

# COMITÉ RÉDACTEUR

Emmanuelle Besançon (Institut Godin / CRIISEA)  
Catherine Bodet (La Manufacture coopérative)  
Philippe Chemla (SCIC TETRIS)  
Nicolas Chochoy (Institut Godin / CRIISEA)  
Geneviève Fontaine (Institut Godin / SCIC TETRIS / GREDEG)  
Noémie de Grenier (Coopaname / La Manufacture coopérative)  
Thomas Lamarche (Université de Paris-Ladyss / La Manufacture coopérative)  
Jennifer Saniossian (Institut Godin / LEM)

## Les sites des structures organisatrices

- La Manufacture Coopérative : <http://www.manufacture.coop/>
- Le Ladyss : <http://www.ladyss.com/>
- Coopaname : <http://www.coopaname.coop>
- La SCIC Tetris : <https://tetrisrecherche.wordpress.com/>
- L'institut Godin : <https://institutgodin.com>
- La Maison de l'Économie Solidaire : <http://www.eco-solidaire.fr>
- Le GREDEG : <http://unice.fr/laboratoires/gredeg>
- La Maison de Ther : <http://www.maisondether.org/>

## Contacts:

[thomas.lamarche@u-paris.fr](mailto:thomas.lamarche@u-paris.fr)  
[recherche@scic-tetris.org](mailto:recherche@scic-tetris.org)  
[institutgodin@gmail.com](mailto:institutgodin@gmail.com)

**CIT'IN,**  
Expérimentations démocratiques  
pour la transition écologique :  
<https://citin.hypotheses.org/>



Programme de recherche  
Expérimentations démocratiques pour la transition écologique

# MERCI À TOUTES ET TOUS !

## Retrouvez l'article et les références bibliographiques :

Vers une transition ordinaire. Retour sur les trois universités éphémères du programme Travail Autonome, Coopération, Innovations Sociales pour la Transition Ecologique (TACITE)  
HAL Id : [hal-02570154](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02570154)<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02570154>

## Conception graphique et illustrations :

Gwendal Henry (Institut Godin)  
Anne-Cécile du Tertre (SCIC TETRIS)



Le contenu de ce livret répond aux créatives communes suivantes : Obligation d'Attribution - Usage Non Commercial - No Derivs CC BY-NC-ND



